

La guerre civile angolaise de 1991 à 2002

Thèse

Amadou Koné

AMADOU KONE

La guerre civile angolaise de 1991 à 2002

Thèse

Editions EDILIVRE APARIS
Collection Universitaire
93200 Saint-Denis – 2011

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS

175, boulevard Anatole France – 93200 Saint-Denis

Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualite@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-5222-1

Dépôt légal : mars 2011

© Edilivre Éditions APARIS, 2011

Je dédie ce travail :

À ma mère Kandé Diop et mon père Modibo KONE

À toute ma famille ainsi qu'à mes amis.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il m'est agréable de témoigner ma reconnaissance à l'égard de mon professeur Luiz Felipe de Alencastro, mon Directeur de recherches, pour son aide, sa patience, et pour tous les conseils prodigués lors de la réalisation de ce travail. J'adresse aussi mes sincères remerciements à Emilie et à Lucien.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	7
INTRODUCTION	15
 PREMIERE PARTIE : L'ESPOIR BRISE DE BICESSE : L'ECHEC DE LA PACIFICATION ET LA POURSUITE DE LA GUERRE ENTRE LE MPLA ET L'UNITA	
CHAPITRE I : UNE TRANSITION PIEGEE	31
1. Des accords limités à l'opposition entre le MPLA et l'UNITA	32
1.1. Les clauses militaires	32
1.2. Les modalités politiques	33
1.3. Le mandat de la CCPM.....	34
2. Les défaillances de l'accord de paix	35
2.1. Un calendrier irréaliste.....	35
2.2. La posture de force de Washington et de l'UNITA.....	36
2.3. La pacification du pays endossée par les deux mouvements.....	38
2.4. La question de Cabinda.....	39
3. Une démocratisation de façade ?	44
3.1. Une société civile écartée	44
3.2. Des partis politiques marginalisés	46
3.3. L'absence de partage du pouvoir	48
4. L'ONU reléguée au second rang du processus de paix	51
4.1. Un mandat limité	51
4.2 : Des ressources restreintes	55
5. L'échec de la création d'une armée et d'une police nationales	56
5.1. L'UNITA : une démilitarisation en trompe-l'œil	56
5.2. La formation de la PIR par le MPLA	58
5.3. La mise en place tardive des FAA	59
5.4. Une Police nationale sous contrôle gouvernemental	61
6. Un processus électoral encombré par les difficultés	62
6.1. Le fonctionnement du CNE	62
6.2. La faible extension de l'administration centrale.....	63
6.3. Les difficultés logistiques et l'intervention aérienne sud-africaine	64
CHAPITRE II : L'EFFONDREMENT DU PROCESSUS DE PAIX	67

1. L'UNITA à la quête du pouvoir	67
1.1. Une campagne électorale aux allures de guerre	67
1.2. Un mouvement confronté aux dissensions internes	70
1.3. L'« ethnicisation » du discours de l'UNITA.....	72
1.4. Les menaces à l'encontre des intérêts étrangers.....	73
2. La campagne victorieuse du MPLA	74
2.1. Le MPLA à la reconquête des soutiens perdus	74
2.2. La maîtrise des médias	75
2.3. Une nomenklatura active.....	76
3. Des élections contestées	77
3.1. Savimbi conteste le verdict des urnes	77
3.2. La médiation de la communauté internationale	79
3.3. La confirmation de la victoire du MPLA	80
3.4. Une interprétation ethnique du vote ?	82
4. La marche vers la guerre	85
4.1. L'échec des pourparlers entre les deux camps	85
4.2. Les massacres à Luanda (fin octobre 1992)	87
4.3. La saignée de cadres de l'UNITA à Luanda	88
5. Les « dérapages » ethniques des sympathisants pro-MPLA	90
5.1. La purge des partisans de l'UNITA	90
5.2. La persécution des Bakongo à Luanda.....	90
6. L'offensive militaire de l'UNITA	92
CHAPITRE III : UNE CONFLAGRATION DESTRUCTRICE	97
1. L'échec de la médiation internationale.....	98
1.1. Les discussions en terre angolaise : (novembre 1992).....	98
1.2. Les pourparlers d'Addis-Abeba : (janvier 1993)	99
1.3. La bataille de Huambo (octobre 1992-mars 1993).....	101
1.4. Le siège de Cuito (janvier 1993-août 1993).....	102
2. Les revers du protocole d'Abidjan (avril-mai 1993)	102
2.1. Les concessions des deux belligérants	102
2.2. L'UNITA refuse de signer le Protocole de paix	105
3. L'affaiblissement de l'UNITA	106
3.1. La reconnaissance américaine du gouvernement MPLA	106
3.2. Les défections des mercenaires de l'UNITA	107
3.3. L'imposition des sanctions.....	109
4. Les négociations de paix à Lusaka (Zambie)	112
4.1. Le retrait et le cantonnement des troupes de l'UNITA	112
4.2. La question des forces de police	113
4.3. Les clauses politiques et le contentieux autour de Huambo.....	115
CHAPITRE IV : LUSAKA :	
LES HESITATIONS ENTRE LA PAIX ET LA GUERRE	121
1. Les incertitudes politico-militaires	122
1.1. Les modalités militaires	122
1.2. Le volet politique	123

1.3. Le mandat de l'ONU et de la CCPM.....	123
2. La position de force du gouvernement angolais	124
2.1 : L'isolement de l'UNITA	124
2.2. Un cessez-le-feu instable	127
2.3. Les rencontres entre Savimbi et dos Santos.....	128
3. L'arrivée des Casques bleus.....	129
3.1. Le déploiement de l'UNAVEM III.....	129
3.2. Une mission difficile pour l'ONU	132
4. La démilitarisation de façade de l'UNITA	133
4.1. La méfiance de l'UNITA à l'égard du gouvernement.....	133
4.2. Les désertions des soldats de l'UNITA	139
4.3. La première déclaration de désarmement de l'UNITA	141
5. Le renforcement du potentiel militaire du MPLA.....	144
5.1. Le réarmement des FAA.....	144
5.2. Le cantonnement incomplet de la PIR.....	146
5.3. Le désarmement de la population civile inachevé	146
CHAPITRE V : UNE TRANSITION POLITIQUE TENDUE MARQUEE PAR L'ENCERCLEMENT DE L'UNITA DANS LES PAYS VOISINS	147
1. Le contexte socio-politico-économique	148
1.1. Le MPLA face à la crise socio-économique du pays.....	148
1.2. La question du statut spécial de Savimbi.....	149
: L'inauguration du GURN	152
2. Le MPLA et l'UNITA s'affrontent en terre congolaise.....	155
2.1. Les raisons de la confrontation	155
2.2. La première opposition au Congo-Zaïre (1996-1997).....	157
2.3. La deuxième lutte au Congo-Brazaville (1997).....	159
2.4. La troisième conflagration au Congo-RD (1998-2002).....	159
3. Les désaccords politiques.....	162
3.1. La défaillance de l'extension de l'administration centrale	162
3.2. L'UNITA en proie au doute.....	163
4. Le contentieux de l'UNITA avec les Nations unies.....	165
4.1. L'échec des négociations sur le diamant	165
4.2. La création de la MONUA.....	166
4.3. Les menaces de sanctions contre l'UNITA	167
DEUXIEME PARTIE :	
LA TROISIEME GUERRE ANGOLAISE	
ET LA DEFAITE MILITAIRE DE L'UNITA	
CHAPITRE VI : LA MARCHE VERS LA GUERRE.....	177
1. Le durcissement des sanctions des Nations unies contre l'UNITA.....	177
1.1. Les menaces du Conseil de Sécurité.....	177
1.2. L'entrée en vigueur des sanctions.....	180
1.2. La réaction de l'UNITA.....	180
2. Une transition politico-militaire interminable.....	181
2.1. L'établissement d'un calendrier.....	181

2.2. Les promesses non tenues par l'UNITA	182
2.3. La deuxième déclaration de désarmement de l'UNITA.....	183
3. L'effondrement du processus de paix.....	185
3.1. Les nouvelles sanctions des Nations unies contre l'UNITA.....	185
3.2. La violation constante du cessez-le-feu	186
3.3. La création de l'UNITA « renouvée »	188
3.4. La reprise des hostilités entre les deux camps.....	190
4. L'échec de la mission onusienne	193
4.1. Une ONU pointée du doigt par les deux camps	193
4.2. Le départ de la MONUA	194
4.3. La création de l'UNOA	196
CHAPITRE VII : UNE GUERRE INTENSE FAVORISEE	
PAR LE TRAFIC D'ARMES A DESTINATION DES DEUX CAMPS	197
1. Le Trafic d'armes vers l'UNITA.....	198
1.1. Le Zaïre plaque tournante du trafic d'armes vers l'UNITA ?.....	198
1.2. Des Sud-africains accusés de soutiens à l'UNITA ?.....	199
1.3. La connivence du Congo-Brazzaville et de la Zambie avec l'UNITA.....	200
1.4. Le Rwanda et l'Ouganda impliqués ?	202
1.5. Le rôle du Burkina-Faso et du Togo	202
1.6. Le manque de vigilance des pays d'Europe Orientale et les intermédiaires de l'UNITA.....	203
1.7. Les protestations des pays accusés par le rapport des Nations unies.....	206
2. Le trafic d'armes vers le gouvernement MPLA	207
2.1. Les origines de l'« Angolagate ».....	207
2.2. La délation et l'intervention du fisc français.....	208
2.3. Pierre Falcone et Arkadi Gaidamak	209
2.4. La question de l'implication française	212
2.5. La réaction du président angolais José Eduardo dos Santos	213
CHAPITRE VIII : L'EFFORT DE GUERRE DES DEUX CAMPS	217
1. Les ressources du gouvernement MPLA.....	218
1.1. L'utilisation des revenus du pétrole pour l'effort de guerre.....	218
1.2. Une économie dépendante de la rente pétrolière	220
1.3. Les accusations de corruption contre le MPLA	222
1.4. La complicité des sociétés pétrolières ?	223
2. Les ressources de l'UNITA	225
2.1. L'exploitation des diamants	225
2.2. La contrebande des diamants à partir des pays africains	228
2.3. Le manque de contrôle sur les marchés du diamant.....	229
2.4. Les alliés de l'UNITA se paient en diamants.....	229
3. Les tentatives pour freiner le trafic des diamants de l'UNITA	230
3.1. Les mesures prises par les industries diamantaires	230
3.2. La réaction du gouvernement MPLA.....	232
3.3. La nouvelle stratégie d'écoulement des diamants de l'UNITA	233
CHAPITRE IX : LA FIN DU CONFLIT ANGOLAIS	237

1. Les combats acharnés entre le MPLA et l'UNITA.....	238
1.1. Les mesures prises par le gouvernement MPLA	238
1.2. La résistance de la rébellion.....	239
1.3: La Zambie et la Namibie touchées par les affrontements.....	241
2. Le renversement du rapport de forces en faveur du gouvernement	244
2.1. Les victoires cruciales du gouvernement MPLA.....	244
2.2. La crise au sein de l'UNITA.....	246
2.3. La crise humanitaire en Angola	247
3. L'émergence d'un mouvement pour la paix	248
3.1. La poursuite de l'offensive militaire des FAA	248
3.2. Une mobilisation nationale pour la paix	250
3.3. L'organisation du deuxième tour des élections présidentielles ?	253
4. Le contexte régional et international.....	254
4.1. Le différend entre le gouvernement MPLA et la Zambie.....	254
4.2. La mort du Président Laurent-Désiré Kabila en RD-Congo.....	255
5. Le choix de l'option militaire final par le gouvernement MPLA	257
5.1. Une guérilla oscillant entre guerre et paix	257
5.2. Une rébellion considérée comme une « paria ».....	259
5.3. Les appels pour un cessez-le-feu	261
5.4. La victoire du gouvernement MPLA sur l'UNITA	262
6. L'Angola enfin en paix ?	264
6.1. La signature de l'accord de paix de Luena (4 avril 2002)	264
6.2. Les Cabindais écartés de l'accord de paix	266
6.3. Vers la fin de l'UNITA de Savimbi ?	267
7. Quelques aspects liés aux conséquences de la guerre.....	269
7.1. Le désastre humanitaire	269
7.2. La question des réfugiés	271
7.3. Les ravages matériels de la guerre	272
CONCLUSION.....	275
LISTE DES ABREVIATIONS	281
CHRONOLOGIE.....	283
ANNEXES.....	289
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	293

INTRODUCTION

L'histoire récente de l'Angola est fortement marquée par l'expérience de la guerre. La guerre de libération nationale lancée contre l'administration coloniale portugaise éclata vers 1961 et s'est achevée avec l'indépendance du pays le 11 novembre 1975. En effet, la « Révolution des Œillets », consécutive au renversement du régime de Marcello Caetano le 25 avril 1974, par des jeunes officiers du Mouvement des Forces armées (MFA), sonna le glas de l'empire colonial portugais. Ces officiers étaient dévoués à la cause du général Spínola, ancien gouverneur et commandant en chef de la Guinée-Bissau, et avaient contesté notamment son renvoi par Marcello Caetano¹.

Le 15 mai 1974, le général Antonio de Spínola, nommé président de la République portugaise par la junte militaire, annonça le 27 juillet 1974, à la télévision que les provinces d'outre-mer appartenant au Portugal auront le droit de disposer d'elles-mêmes. Mais, les autorités portugaises furent confrontées à la division des grandes organisations nationalistes angolaises. Celles-ci n'avaient jamais formé de front commun de lutte contre les autorités coloniales et s'étaient même affrontées militairement à plusieurs reprises, contrairement au Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), et le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), qui furent les seuls mouvements de libération dans leur pays, même s'ils connurent des dissensions en leur sein.

Le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), furent créés par les diverses élites produites par la colonisation portugaise. Mais, il n'y eut guère de mobilisation Mbundu, Bakongo ou Ovimbundu contre la colonisation portugaise.² Les trajectoires historiques, sociales, culturelles et religieuses étaient si diverses que le facteur ethnique n'avait guère servi d'élément fédérateur pour lancer la lutte anticoloniale.³

¹ « The Coup in Portugal », Documents de la CIA, Intelligence Memorandum Secret 158, 27 avril 1974, accessible en juillet 2009, sur le site http://www.foia.cia.gov/browse_docs.asp.

² Les trois principales ethnies de l'Angola représentant environ 75% de la population, sont : les Bakongo (langue : kikongo), installés dans la partie angolaise de l'ancien Royaume du Kongo, les Mbundu (langue : kimbundu), proviennent de Luanda et de son arrière-pays jusqu'à Malanje, et les Ovimbundu (langue : umbundu), représentent le tiers de la population de l'Angola et sont originaires du *planalto* (plateau) *central*.

³ Lire notamment C. MESSIANT, 1961. *L'Angola Colonial, Histoire et Société. Les Prémisses du Mouvement Nationaliste*, Paris, EHESS, Thèse de doctorat, 1983, multigr.

Créé en 1956⁴, le MPLA fut conduit par une élite urbaine, métisse et assimilée. Ce mouvement naquit de la fusion des « anciens assimilés » et des « nouveaux assimilés ». Les anciens assimilés étaient les descendants de l'ancienne bourgeoisie coloniale multiraciale qui existait jusqu'au XIX^e siècle, et était le fruit de la longue présence portugaise à Luanda et à Benguela. Les « nouveaux assimilés » avaient accédé à l'« assimilação »⁵ notamment après la seconde guerre mondiale. Mais, ils furent confrontés à la fermeture raciale qui les toucha notamment à cause de l'arrivée massive de Portugais et d'Européens qui leur ravirent de nombreux emplois. Les premiers dirigeants du MPLA furent Agostinho Neto, Lucio Lara, Viriato da Cruz et Joaquim Pinto de Andrade. Militant aussi bien en Europe qu'en Angola, les activistes du MPLA dénoncèrent la hiérarchisation raciale, la domination coloniale. Ils prônèrent un nationalisme progressiste et marxiste, fondé également sur des valeurs multiraciales. La direction du mouvement s'installa en exil à Conakry, puis Léopoldville en 1960 et enfin à Brazzaville lors de l'année 1964.⁶

La création du FNLA s'inscrivit dans un long processus qui commença avec la création en 1954 de l'Union des Populations du Nord de l'Angola (UPNA). Après avoir été à maintes reprises critiquée car elle ne représentait pas un mouvement national, la direction abandonna ce sigle pour former l'Union des Populations de l'Angola (UPA), qui devint le FNLA⁷ en 1962. Ce mouvement naquit en exil au Congo-Belge et compte dans ses rangs de nouveaux assimilés, dont Jonas Savimbi, un Ovimbundu du plateau central qui devint « ministre des affaires étrangères » du Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil (GRAE).

Le FNLA était fortement enraciné chez l'ethnie Bakongo implantée essentiellement dans le nord du pays. Le groupe ethnolinguistique des Bakongo avait été peu intégré à la société coloniale. Un grand nombre des nouveaux assimilés qui rejoignirent ce mouvement, suivirent les cours des missions protestantes, qui ne les coupèrent nullement des traditions africaines, contrairement à l'enseignement des missions catholiques beaucoup plus « portugalisante »⁸. Ce mouvement fut conduit par une élite francophone urbaine et immigrée à Léopoldville. Cette élite s'opposa fermement à l'établissement de la culture européenne au détriment de la culture africaine. Le FNLA percevait le MPLA comme une élite non africaine, qui cherchait à gagner le pouvoir au profit des métis et des assimilés qui avaient été beaucoup privilégiés pendant la période coloniale.⁹

⁴ D'après ses premiers dirigeants, le MPLA fut créé en 1956. Mais, la véracité de la date de la fondation est contestable. Le MPLA aurait vu le jour quelques années après. Mais, pour gagner de la légitimité par antériorité face à la rivalité de l'UPA qui fut créée en 1957, les dirigeants du MPLA auraient sans doute décidé de dater la création de leur mouvement avant celle du parti rival. A ce titre, lire C. MESSIANT, « “Chez nous, même le passé est imprévisible” : l'expérience d'une recherche sur le nationalisme angolais, et particulièrement le MPLA : sources, critique, besoins actuels de la recherche », in *Lusotopie* 1998, pp. 157-197. Voir aussi C. PACHECO, *MPLA. Um nascimento polémico (as falsificações da história)*, Lisbonne, Vega, 1997.

⁵ Pour être assimilé, il fallait avoir au moins 18 ans, parler « correctement » le portugais, exercer une activité professionnelle pour subvenir aux besoins de sa famille, avoir de bonnes mœurs et être catholique. Ce qui va poser de nombreux problèmes car de nombreux candidats à l'« assimilação » ont été formés par les missions protestantes. Voir F. A. GUIMARÃES, *The Origins of the Angolan Civil War*, New York, St Martin's Press, 1998, p. 24.

⁶ N. BRUCE, *Portugal: The Last Empire*, New York, Halsted Press Book, 1975, p. 74.

⁷ R. de SOUZA PAIN, « As Dificuldades da Experiência Agrícola na Angola Socialista (1975-1991) », in *Revista Eletrônica de Ciências Sociais* 1 (1), février 2007, p. 40. ; H. LARCIER, « L'UPA », in *Présence Africaine*, n°42, Paris, 1962, p. 20.

⁸ C. MESSIANT, « Luanda (1945-1961) : Colonisés, Société Coloniale et Engagement Nationaliste », in M. CAHEN (dir.), « Vilas », et « Cidades », in *Bourgs et Villes en Afrique Lusophone*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 125-199. ; L. HENDERSON, *The Church in Angola. A River of many Currents*, Cleveland, The Pilgrim Press, 1992, p. 346.

⁹ O. BAMBA, M. MASSAKI, *Le Conflit angolais*, Paris, Cauris, p. 44.

Après l'indépendance du Congo-Kinshasa en 1960, l'Angola fut touché par trois révoltes successives lors de l'année 1961, qui annoncèrent le début de la lutte pour l'indépendance du pays. Le rôle accordé au MPLA et à l'UPA dans la préparation et le déclenchement de ces révoltes en 1961, n'avait certainement pas été aussi important que ceux-ci l'avaient revendiqué. Les deux camps avaient donc tenté de les récupérer pour accroître leur légitimité. En janvier 1961, une révolte fut menée par des paysans dans la Baixa (plaine) de Kassanje, à l'Est de Luanda. Celle-ci était liée à la culture obligatoire du coton qui, dans les années 1950, imposait aux paysans d'abandonner leurs exploitations pour aller travailler sous le contrôle des agents de la firme portugaise Cotonang.¹⁰ Le mécontentement gronda après la baisse des prix payés producteurs. Celui-ci déboucha en janvier 1961 par la désobéissance des cultivateurs qui brûlèrent les graines au lieu de les planter. De plus, des gardiens de la Cotonang sont attaqués et faits prisonniers. Cette révolte fut sévèrement réprimée par la police et l'armée portugaise.

Les convulsions touchèrent Luanda le 4 février 1961. En effet, de nombreux habitants des *musseques* (bidonvilles) de la capitale, assaillirent, munis de couteaux et de machettes, deux prisons et une station de police. Ils tentèrent de libérer des prisonniers qui, selon les rumeurs allaient être envoyés au Portugal.¹¹ Dans l'attaque, de nombreux assaillants et des policiers portugais furent tués. Celle-ci fut sévèrement réprimée puisque les milices civiles, et les policiers, vont mener dans les *musseques* une véritable chasse à l'homme. Cette révolte a eu un fort impact médiatique car elle eut lieu peu de temps après un épisode marquant une opposition au salazarisme. En effet, des démocrates portugais, emmenés par le capitaine Henrique Galvão, détournèrent le 22 janvier, dans la baie de Luanda, le navire de luxe Santa Maria, et prirent comme otage l'équipage et les passagers, pour alerter la communauté internationale sur l'autoritarisme du régime et la nécessité d'un changement.¹²

En outre, une révolte paysanne inspirée par des partisans de l'UPA, dans la principale région productrice de café au nord du pays, fit entrer l'Angola dans la guerre en mars 1961.¹³ Exaspérés par le non-paiement des arriérés de salaires, les travailleurs prirent les armes et massacrèrent des colons portugais, des métis mais aussi des travailleurs Ovimbundu qui travaillaient dans ces *fazendas*.¹⁴ La répression menée par l'armée coloniale et les milices privées fut sanglante.¹⁵ Beaucoup d'Angolais allaient ainsi fuir l'Angola pour se réfugier dans les pays voisins notamment au Congo-Kinshasa.

Alors que le *planalto* (plateau) central n'était pas le théâtre de révoltes, l'UNITA fut créée en 1966 par Jonas Savimbi, un dissident du FNLA, qui reprocha à Holden Roberto l'ethnocentrisme de son mouvement et sa connivence avec la *Central Intelligence Agency* (CIA). L'entrée de Jonas Savimbi dans la sphère politique angolaise se fit au sein du GRAE. Il en devint le « ministre des affaires étrangères ». Ce dernier dénonça l'immobilisme d'Holden

¹⁰ A. FREUDENTHAL, « A Baixa de Cassanje : algodão e revolta », in *Revista Internacional de Estudos Africanos* (18-22), 1995-1999, pp. 245-283.

¹¹ J. MARCUM, *The Angolan Revolution I : the Anatomy of a Revolt (1950-1952)*, Cambridge (Mass.), the MIT Press, 1969, p. 169.

¹² N. BRUCE, *Portugal...*, op. cit., p. 70.

¹³ L. HENDERSON, *Angola. Five centuries of Conflict*, Ithaca & Londres, Cornell University Press, 1979, p. 178.

¹⁴ Cf. Les témoignages de Lucas Bamba, activiste de l'UPA ; d'Holden Roberto président de l'UPA, et d'Alvaro Silva TAVARES, Gouverneur général d'Angola de 1960 à 1961 in le Documentaire A « GUERRA » – Episódio 1- « Massacres da UPA », accessible en février 2008 sur le site <http://www.youtube.com/watch?v=2ZKylJoq0U&feature=related>.

¹⁵ Voir les témoignages de José MAPOYOKELE, combattant de l'UPA en 1961 ; de Carlos FABIAO, Capitaine portugais, et d'Alvaro Silva TAVARES, Gouverneur général d'Angola de 1960 à 1961 in le Documentaire « A GUERRA » – Episódio 3 – « Violencia do lado Portugues », accessible en février 2008 sur le site <http://www.youtube.com/watch?v=CwrphTMWbuY&feature=related>.

Roberto et insista pour que la direction du mouvement soit basée en Angola, pour éviter une instrumentalisation par le pays hôte.¹⁶ La rupture fut consommée entre les deux hommes en 1964. Après avoir quitté le GRAE en juillet 1964, Savimbi s'envola pour Alger où Ben Bella l'aida à organiser son voyage pour l'Asie. Le chef de l'UNITA rencontra Kim Il Sung, le général Giap et Mao. Savimbi chercha du soutien auprès de Mao et de Chou En-Lai. Dans un premier temps, les Chinois déclarèrent qu'ils ne pouvaient lui faire confiance à cause des rumeurs qui circulaient selon lesquelles, Savimbi aurait refusé l'entrée de Viriato da Cruz dans le FNLA à cause de sa proximité avec les Chinois.¹⁷ En revanche, Mao lui proposa d'entraîner quelques hommes et de lui fournir une aide.

A sa genèse en mars 1966, l'UNITA formait un mouvement pluriethnique même si par la suite ce mouvement obtint une adhésion massive des Ovimbundu. Cette organisation regroupa des Cabindais, des Lunda, des Tchokwé, des Ganguela, des Ovambo, des Herero, et quelques Mbundu.¹⁸ Une contestation politique pour dénoncer les humiliations et les souffrances vécues par les Ovimbundu n'émergea nullement et ne servit guère de terreau de ralliement à l'organisation de la lutte nationaliste sur le *planalto* (plateau) central. En outre, l'existence d'une conscience Ovimbundu pouvait être mise en cause. En effet, l'institution du travail forcé fut la seule expérience commune d'oppression coloniale vécue par une grande majorité d'Ovimbundu. Mais, celle-ci avait davantage contribué au morcellement des sociétés Ovimbundu plus qu'elle n'avait débouché sur l'élaboration de revendications communes. R. PELISSIER en a donc conclu que le *planalto* central représentait « *une grande tâche blanche (...) sur la carte géopolitique angolaise* »¹⁹ lors du déclenchement de la guerre anti-coloniale. Faible militairement, l'UNITA avait noué des contacts avec les forces portugaises pour assurer la pérennité de son mouvement. Ce mouvement put ainsi contrôler la région proche du chef lieu de Luso sans être menacé d'une attaque portugaise.²⁰ Le Portugal lui offrit aussi la protection de *la Policia Internacional e de Defesa do Estado (PIDE)*.

Jusqu'à la révolution des Œillets, les organisations nationalistes angolaises ne purent prendre l'ascendant militaire sur les forces portugaises. Lors de sa prise de pouvoir à Lisbonne en mai 1974, le Mouvement des Forces Armées (MFA) exigea la réconciliation entre les trois organisations (MPLA, FNLA, UNITA) avant d'entamer les négociations préalables à l'indépendance. A cet effet, du 2 au 5 janvier 1975, les trois leaders : Agostinho Neto, Holden Roberto et Jonas Savimbi se rencontrèrent à Mombassa (Kenya). Ils décidèrent d'adopter une position commune pendant les négociations avec les Portugais. Les autorités coloniales portugaises signèrent avec le MPLA, le FNLA et l'UNITA les accords d'Alvor le 15 janvier 1975.

Confrontés à la persistance de la division du mouvement nationaliste, les Portugais allaient promouvoir un partage du pouvoir entre les trois grandes organisations, en instaurant un gouvernement de transition composé de ministres désignés par chacun des mouvements qui devait diriger le pays jusqu'aux élections, et le pays devait accéder à l'indépendance le

¹⁶ A. ROZES, « Du nationalisme à la rébellion en Angola : la « longue marche » de Jonas Savimbi et de l'UNITA 1961-2002 », *Cahiers d'histoire immédiate* (21), printemps 2002, p. 46.

¹⁷ J. MARCUM, *The Angolan Revolution II: Exile Politics and Guerilla Warfare (1962-1976)*, Cambridge (Mass.), the MIT Press, 1978, p. 160.

¹⁸ F. BRIDGLAND, *Jonas Savimbi: a Key to Africa*, Edimbourg, Mainstream, 1997, p. 101.

¹⁹ R. PELISSIER, *La Colonie du Minotaure : nationalismes et révoltes en Angola : 1926-1961*, Montamets, 1978, p. 291.

²⁰ Lire notamment la lettre de Savimbi au général Luz Cunha du 26 septembre 1972, et une autre adressée au lieutenant-colonel Ramires de Oliveira du 25 octobre 1972, in J. BOURDERIE, « La longue trahison de l'UNITA », in *Afrique-Asie* (61), 8 juil. 1974.

11 novembre 1975.²¹ Ces accords prévoyaient enfin l'intégration d'une partie des troupes de chaque mouvement dans une armée unifiée composée pour moitié de soldats portugais.

Mais, de nombreuses divergences subsistaient entre les trois mouvements, qui ne semblaient pas prêts à un réel partage du pouvoir. De multiples accrochages entre le MPLA et le FNLA notamment à Luanda allaient creuser le fossé entre ces deux poids lourds. Face au MPLA et au FNLA, l'UNITA considérée comme la plus faible, sur le plan politique et militaire, chercha une base sociale solide pour rivaliser avec ses deux adversaires au cas où se tiendraient des élections.

Devant l'escalade de la violence, les trois leaders du mouvement nationaliste se réunirent dans la ville de Nakuru au Kenya du 16 au 21 juin 1975 pour tenter de trouver une solution à la crise.²² Mais cette rencontre n'a guère permis de mettre un terme aux divergences entre les trois mouvements. A partir de ce moment, les trois mouvements décidèrent de renforcer leur potentiel militaire. En juillet 1975, les affrontements armés entre le MPLA d'une part et le FNLA et l'UNITA d'autre part, se généralisèrent à Luanda. Le conflit s'internationalisa très vite : le Zaïre et les Sud-africains, alliés des Etats-Unis, combattent aux côtés du FNLA et de l'UNITA, tandis que les Cubains, alliés des Soviétiques luttent aux côtés du MPLA.²³ Les forces cubaines déclenchèrent l'opération « Carlota »²⁴ le 5 novembre 1975, et permirent au MPLA de s'imposer militairement. Agostinho Neto proclama l'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975 à Luanda.

Cuba aurait pris l'initiative d'envoyer des troupes en Angola en toute indépendance.²⁵ Elle était davantage disposée à se projeter militairement dans le conflit angolais que les Soviétiques, qui restèrent au départ très prudent. Mais, Cuba n'aurait jamais pu intervenir sans s'assurer au préalable du soutien militaire, diplomatique et économique de Moscou. Cette intervention cubaine servait les intérêts soviétiques en Afrique australe et bien que les « barbudos » fussent considérés par le bloc de l'Ouest comme le bras armé de Moscou en Afrique, Cuba avait des convictions profondes à défendre dont celle d'exporter sa propre révolution dans les autres pays.²⁶

Mais, la guerre continua jusqu'à la défaite militaire du FNLA et de l'UNITA en 1976. Traumatisés par la guerre du Vietnam et affaiblis par le scandale du « Watergate », les Etats-Unis établirent l'amendement Clark en 1976, qui interdisait toute aide militaire ou financière aux mouvements angolais.²⁷ Durant cette période, le MPLA détruisit le mythe de la supériorité militaire du FNLA qui se désintégra militairement. L'intervention militaire de l'Afrique du Sud contre l'Angola et l'alliance du FNLA et de l'UNITA avec le régime d'apartheid engendrèrent la reconnaissance de la République Populaire d'Angola par d'autres États africains. Ainsi, le 11 février 1976, la République populaire d'Angola intégrait l'OUA. Le 1^{er} décembre 1976, l'Angola devenait le 146^e membre de l'ONU.²⁸

Après sa victoire, les jeux, semblent-ils, étaient faits et le pouvoir, à Luanda, se trouvait aux mains du MPLA. Néanmoins, le pays n'allait pas connaître la paix et sombrer cette fois-ci

²¹ P. CHALENDAR et G. « Considérations générales sur la décolonisation portugaise », in *Revue Française d'Etudes politiques africaines*, oct. 1977, pp. 20-37.

²² « Angola : après le conclave de Nakuru », in *Revue Française d'Etudes Politiques Africaines* (115), juillet 1975, pp. 7-8.

²³ R. de SOUZA PAIN, « A Centralização Política e sua influencia no desenvolvimento da sociedade civil angolana », *Sociedade e Cultura* 10 (2), juillet-décembre 2007, p. 255. Lire aussi C. LEGUM, *After Angola: The War Over Southern Africa*, New York, Africana Publishing, 1978.

²⁴ G. MARQUEZ, « Operation Carlota », in *New Left Review* (102), pp. 123-139.

²⁵ Voir le documentaire : *Cuba, une odyssée africaine*, Réalisation Jihan EL TAHRI, Arte Video, année 2007.

²⁶ Témoignage de Fidel CASTRO dans le documentaire : *Cuba une odyssée africaine*, op. cit.

²⁷ « Aid To Angola Ended by House in Rebuff to Ford », in *New York Times*, 28 janvier 1976.

²⁸ A. J. KLINGHOFFER, *The Angolan War...*, op. cit., p. 140.

dans un long conflit fratricide dont la composante internationale avait joué un rôle décisif. Installé au pouvoir, le MPLA connut des dissensions internes qui aboutirent à une tentative de coup d'Etat de Nito Alves pour destituer Agostinho Neto.²⁹ Nito Alves défia l'autorité de Neto en dénonçant la corruption galopante et la détérioration du niveau de vie des Angolais.³⁰ Ce coup de force de Nito se nourrissait aussi du ressentiment de certains cadres Mbundu envers la minorité métisse. La fraction populiste nitiste ne parvint à prendre le pouvoir et cette insurrection fut réprimée dans le sang.³¹

Par ailleurs, de 1975 jusqu'à la fin des années 80, l'Angola devint le théâtre du conflit est-ouest en Afrique australe. Le régime d'apartheid fut de plus en plus menacé par l'Organisation du Sud-Ouest Africain (SWAPO), qui luttait pour obtenir l'indépendance de la Namibie. Pretoria redoutait aussi le Congrès National Africain (ANC), qui exigeait la fin de la ségrégation raciale en vigueur dans le pays. L'Afrique du Sud perdit le glacis protecteur que lui offrait la présence portugaise en Angola. Les combattants de la SWAPO et de l'ANC disposèrent désormais de bases en Zambie, en Tanzanie et en Angola, et de l'assistance soviéto-cubaine. Pour contrecarrer leurs desseins, Pretoria choisit de soutenir l'UNITA.³² Pendant que les commandos sud-africains sabotèrent des raffineries à Lobito, l'UNITA parvint avec l'aide sud-africaine à s'emparer de la province de Cuando Cubango en 1980.³³ Le 23 août 1981, dans le but de « nettoyer » les bases de la SWAPO dans la province de Cunene (Sud), les Sud-africains lancèrent l'opération « Protea ». Les villes de la province de Cunene, y compris la capitale provinciale N'Giva, furent prises.

L'accession au pouvoir de Ronald Reagan fut un soulagement pour Pretoria. L'administration Reagan désirait endiguer les menées soviéto-cubaines en Angola et allait davantage s'appuyer sur la puissance régionale et pro-occidentale, l'Afrique du Sud et sa minorité blanche. Les Etats-Unis étaient désormais moins soucieux de la politique de ségrégation menée par leur partenaire. La « doctrine Reagan » préconisait l'aide des Etats-Unis aux « combattants de la liberté contre le communisme ». L'Angola devenait à l'instar de l'Afghanistan et le Nicaragua, l'un des terrains propices d'application de la « doctrine Reagan » de soutien aux guérillas anti-communistes destinée à accroître le coût pour l'URSS de sa présence dans le Tiers monde. Les Etats-Unis introduisirent le linkage en 1981 qui liait l'indépendance de la Namibie au retrait des soldats cubains d'Angola.³⁴ Le régime de dos Santos, qui accéda au pouvoir en 1979 après la mort de Neto, n'entendait pas se séparer des Cubains tant qu'un accord n'avait pas été trouvé sur la Namibie, et tant que les troupes sud-africaines restaient en Angola.

Reagan insista auprès du Congrès afin qu'il abroge l'amendement Clark.³⁵ Cette tentative échoua mais les Républicains nouèrent des relations étroites avec le mouvement de Jonas Savimbi, qui se développait militairement et accentuait sa domination sur une partie du territoire avec l'aide de Pretoria. Les gains de l'UNITA incitèrent les Sud-africains à lancer

²⁹ D. BIRMINGHAM, « The Twenty-Seven of May : An Historical Note on the Abortive 1977 "coup" in Angola », in *African Affairs* 77 (309), octobre 1978, pp. 554-564.

³⁰ P. FAUVET, « Angola: The Rise and Fall of Nito Alves », in *Review of African Political Economy* 4 (9), 1977, pp. 88-104.

³¹ W.G. CLARENCE-SMITH, « class structure and class struggle in Angola in the 1970s », in *Journal of Southern African Studies* 7 (1), octobre 1980, pp. 109-126.

³² D. GELDENHUYS, *The Diplomacy of Isolation: South African Foreign Policy Making*, New York, St Martin's, 1984, pp. 78-79

³³ W. MINTER, *Apartheid's Contras: an inquiry into the roots of war in Angola and Mozambique*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1994, p. 39.

³⁴ H. RICHARDSON, « Constitutive Questions in the Negotiations for Namibian Independence », in *The American Journal of International Law* 78 (1), janvier 1984, p. 89.

³⁵ D. OBERDORFER, « Reagan Urges Hill to End Ban on Aid to Angolan Rebels », in *Washington Post*, 20 mars 1981.

l'opération « Askari » en décembre 1983, censée poursuivre des activistes de la SWAPO.³⁶ Face à l'opposition du Congrès américain, la politique américaine à l'égard de l'Angola n'avait pas évolué jusqu'à l'année 1985, lors de laquelle le président Reagan obtint une majorité claire au sein de celui-ci. L'amendement Clark fut finalement abrogé en août 1985.³⁷ Les Etats-Unis pourront ainsi soutenir l'UNITA en lui fournissant une aide matérielle et financière. Le mouvement de Jonas Savimbi reçut des missiles Stinger et le chef de l'UNITA fut invité en 1986 à la Maison Blanche où il rencontra Reagan, des membres du Congrès et de la CIA.³⁸ La CIA allait établir une base secrète à Kamina qui permit à l'UNITA de recevoir du matériel militaire.³⁹ L'UNITA put ainsi étendre ses zones d'opérations dans le nord de l'Angola.⁴⁰

En septembre 1985, l'Afrique du Sud lança une contre-offensive en direction de l'Angola, qu'elle met sur le compte du « droit de poursuite » contre la SWAPO. Les FAPLA se replièrent à Cuito Cuanavale. Le 5 juin 1986, l'armée sud-africaine entreprit un raid contre le port de Namibe en Angola, et lança en novembre 1987 l'« Opération Modular », qui constitua une nouvelle contre-offensive majeure destinée à sauver l'UNITA en grande difficulté face à la pression des FAPLA, qui reçurent une grande quantité d'armements soviétiques.⁴¹ En novembre 1987, la bataille de Mavinga avait été gagnée par l'UNITA et l'Afrique du Sud. A partir du 14 janvier 1988, les forces sud-africaines assiégèrent la ville de Cuito Cuanavale, à partir de laquelle elles lancèrent des attaques plus au nord jusqu'au chemin de fer de Benguela.

La bataille de Cuito Cuanavale, qui se déroula en janvier 1988, fut un véritable tournant dans la guerre qui opposait l'Afrique du Sud et l'UNITA au MPLA et à ses alliés soviéto-cubains.⁴² Le gouvernement et les soldats cubains offrirent une âpre résistance car ils étaient déterminés à reprendre cette ville stratégique. Dirigés par le général cubain Arnaldo Ochoa Sanchez, les troupes FAPLA et les soldats cubains parvinrent à reconquérir cette ville.⁴³ Cette bataille eut un grand retentissement en Angola et partout ailleurs en Afrique, et annonçait la fin de la supériorité aérienne sud-africaine.⁴⁴ Après avoir essuyé une lourde défaite, les Sud-Africains étaient désormais conscients qu'une victoire militaire n'était plus envisageable pour assurer la sécurité de leur frontière entre la Namibie et l'Angola. Ils furent donc plus disposés à entamer des véritables négociations.

Les négociations pour l'indépendance de la Namibie avaient duré 8 mois, de celles préliminaires de Londres en mai 1988 jusqu'à la signature des accords de New York le 22 décembre 1988. Les négociations secrètes à Londres réunissaient les représentants de l'Angola, de Cuba et d'Afrique du Sud sous la présidence de Chester Crocker. La proposition du gouvernement angolais d'un retrait cubain s'étalant sur quatre années, contrastait avec la proposition sud-africaine qui exigeait une année. Les accords de New York furent signés le 22 décembre 1988 à New York. Ils prévoyaient entre autres : l'application de la résolution

³⁶ A. PAZZANITA, « The conflict resolution process in Angola », in *The Journal of Modern African Studies* 29 (1), mars 1991, p. 92.

³⁷ S. S. NANNAN, « US-UNITA factor in Angola », in *Strategic Analysis*, Décembre 1990, p. 1062.

³⁸ I. TVEDTEN, « US Policy Towards Angola since 1975 », in *The Journal of Modern African Studies* 30 (1), mars 1992, p. 39.

³⁹ « Angola Says U.S. Uses Zaïre to train Rebels », in *New York Times*, 26 mai 1988.

⁴⁰ « Angola: Building a New Jamba », in *Africa Confidential* 29 (11), 27 mai 1988.

⁴¹ Soviet Military Support to Angola: Intentions and Prospects, Documents de la CIA, 24 octobre 1985, accessible en mars 2009 sur le site http://www.foia.cia.gov/browse_docs.asp.

⁴² Cf. Le documentaire de Jihan El Tahri, *Cuba une odyssée africaine*, op. cit.

⁴³ R. PELISSIER, « Soldados, gorilas, diplomatas e outros literates », in *Análise social* (185), 2007, p. 1111.

⁴⁴ B. WOOD, « Preventing the Vacuum: Determinants of the Namibia Settlement », in *Journal of Southern African Studies* 17 (4), décembre 1991, p. 750.

435 du Conseil de sécurité, le retrait total des soldats cubains d'Angola, et l'accession à l'indépendance de la Namibie sous la supervision des Nations unies. En échange de la cessation de l'aide sud-africaine à l'UNITA, le gouvernement angolais devait mettre fin à la présence des combattants de la SWAPO et de l'ANC sur son territoire.⁴⁵ Mais cet accord ne mettait pas fin à l'aide militaire apportée par les deux superpuissances au MPLA et à l'UNITA.

En juin 1989, dos Santos et Jonas Savimbi s'étaient serrés la main au sommet de Gbadolité. Mobutu accueille dans sa ville natale 18 chefs d'Etat africains dont le président du Mali, Moussa Traoré, Hassan II souverain du Maroc, Paul Biya du Cameroun, ou Ibrahim Babangida du Nigeria, pour la signature d'un cessez-le-feu entre le gouvernement et l'UNITA. Cette bagatelle de chefs d'Etats réunis pour l'occasion par Mobutu devait inciter les deux parties à trouver un commun accord. Les Présidents zairois, congolais, gabonais devaient présider une commission chargée de contrôler l'application du cessez-le-feu. L'intégration des cadres de l'UNITA dans les rouages de l'Etat, la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition, puis des élections libres, ont été préconisées lors de ce sommet entre les deux chefs. Jonas Savimbi avait refusé tout exil doré.⁴⁶ Certains médiateurs africains étaient favorables à son retrait dans son quartier général de Jamba jusqu'à l'organisation d'élections. De nombreux points du sommet de Gbadolité n'ayant pas été formulés par écrit, de nombreuses interprétations eurent lieu par la suite. José Eduardo dos Santos et les représentants du MPLA étaient convaincus que Savimbi avait accepté un exil temporaire et l'incorporation des composants militaires et civils de l'UNITA dans les structures existantes du MPLA.⁴⁷ Mais, Savimbi avait nié qu'il s'était engagé à s'exiler, et ces négociations se soldèrent par un échec.

Notre étude s'intéresse à la période comprise entre 1991 et 2002. En effet, sur le plan international, l'année 1991 se caractérise par la fin de la bipolarisation du monde selon la logique des blocs. La chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'URSS annonçaient le vent du changement dans les pays socialistes qui allaient se séparer du régime de parti unique et s'adapter à l'économie de marché. En Afrique, cette période consacrait aussi la marche vers la démocratie.⁴⁸ Le vent du changement en Afrique s'était manifesté d'une part, par l'organisation de conférences nationales, des changements constitutionnels, l'élection de nouveaux dirigeants et le possible règlement de conflits intra-étatiques. En Angola, la nouvelle donne géopolitique régionale marquée par l'indépendance de la Namibie, le retrait des soldats cubains et la fin du soutien soviétique aux pays de la « ligne de front » s'étaient traduits par le fléchissement des autorités luandaïses qui ne désiraient pas auparavant négocier avec l'UNITA. Rien ne semblait donc empêcher les Angolais d'emprunter le chemin de la Réconciliation nationale dans un espace politique pacifié.

Le 1^{er} mai 1991, Lopo do Nascimento, représentant le gouvernement et Jeremias Chitunda de l'UNITA, se sont entendus sur les provisions des accords. Le cessez-le-feu fut signé le 15 mai 1991 à Estoril. Par la suite, sous les auspices du Portugal et des Nations unies, le MPLA et l'UNITA signèrent les accords de Bicesse le 31 mai 1991.⁴⁹ Le président angolais, José Eduardo dos Santos, et le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, endossèrent la responsabilité de sa signature en présence des observateurs des Etats-Unis, de l'Union soviétique, du

⁴⁵ G. BERRIDGE, « Diplomacy and the Angola/Namibia Accords », in *International Affairs* 65 (3), été 1989, pp. 463-464.

⁴⁶ F. SOUDAN, « La poignée de main », in *Jeune Afrique* (1487), 5 juil. 1989.

⁴⁷ D. ROTHCHILD, C. HARTZELL, « Great-and Medium-Power Mediations : Angola », in *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (518), novembre 1991, p. 49.

⁴⁸ M. JAUARA, « Dilema de Transição Política na Africa Lusofona : de Uni para Pluripartidarismo », in *VIII Congresso Luso-Afro-Brasileiro de Ciencias Sociais*, Coimbra, 16, 17 et 18 septembre 2004.

⁴⁹ D. KASSEMBE, *Angola 20 ans de guerre civile*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 170.

Portugal et de chefs d'Etat africains.⁵⁰ Pourtant, fin 1992, la guerre en Angola faisait de nouveau rage. L'optimisme, qui avait régné auparavant, laissait la place au désespoir. En effet, la guerre reprit après les élections des 29 et 30 septembre 1992. Contre toute attente, en novembre 1994, les deux frères ennemis signèrent le protocole de paix de Lusaka. Mais, la guerre éclata de nouveau en décembre 1998 entre les deux camps.⁵¹

Ainsi, quelles ont été les principales causes de la faillite des processus de paix de Bicesse et de Lusaka ? Nous nous pencherons sur l'attitude des deux camps pendant leur application et sur le rôle de la communauté internationale aussi bien dans l'entretien du conflit que dans la recherche d'une solution négociée. Le retour à la guerre en 1998 fut très intense et particulièrement meurtrier. Les forces de l'ONU se retirèrent d'Angola sans connaître le succès de leur opération de maintien de la paix.⁵² D'ailleurs, le conflit angolais affecta de nombreux pays voisins. Les deux camps s'affrontèrent par rivaux interposés en ex-Zaïre, au Congo-Brazzaville, mais également en Zambie et en Namibie. Nous reviendrons sur les interventions extérieures des deux camps, qui résultèrent de leurs desseins d'affaiblir le rival pour sortir de la guerre par l'option militaire ou pour l'amener à négocier dans des conditions qui ne lui seraient guères favorables.

En outre, les deux camps étaient parvenus à exploiter les richesses du pays qui ont également attiré la convoitise de pays étrangers. Quel rôle jouèrent les ressources du sous-sol angolais dans la persistance du conflit ? Après vingt-sept années d'un conflit particulièrement sanglant et douloureux pour les Angolais, le gouvernement-MPLA parvenait à s'imposer militairement sur l'UNITA. Alors que la communauté internationale et les organisations de la société angolaise incitaient les deux belligérants à reprendre le dialogue et à négocier sur la base du protocole de Lusaka⁵³, le gouvernement avait poursuivi la traque de Jonas Savimbi et de ses lieutenants. L'année 2002 correspondait à la mort du chef de l'UNITA tué par balles lors d'une opération militaire montée par les FAA le 22 février 2002. La disparition de Savimbi combinée à la détérioration de la situation militaire de la rébellion, avait poussé les derniers commandants qui lui étaient restés fidèles à déposer les armes.⁵⁴ Ces derniers signèrent un accord de paix le 4 avril 2002.⁵⁵ La victoire militaire du régime de Luanda signifiait-elle pour autant le maintien durable de la pacification du territoire, de l'éclosion de la démocratie, de la réconciliation nationale et la fin des inégalités ?

Nous avons structuré notre étude en deux parties. Dans une première partie intitulée : « Bicesse ou le retour sur l'échec de la pacification démocratique du pays », nous entrons dans les causes qui ont provoqué l'effondrement de ce processus de paix. Nous montrons que la transition politico-militaire ne fut que la répétition d'une nouvelle guerre sous des formes plus « pacifiques ». Celle-ci avait davantage renforcé le manque de confiance entre les deux camps et avivé les tensions sociales. Après le refus des résultats des élections par l'UNITA en septembre 1992, la guerre civile reprit sur l'ensemble du territoire.⁵⁶

De nombreux Angolais perdirent la vie et le pays fut très ravagé jusqu'à la signature d'un nouvel accord en 1994. Ensuite, nous observerons que malgré la signature du protocole de Lusaka, les deux camps n'étaient pas prêts à cohabiter et à se réconcilier. Ces accords

⁵⁰ « Angola : après quinze ans de guerre civile Le président Dos Santos et le chef de l'UNITA signent un accord de paix », in *Le Monde*, 2 juin 1991.

⁵¹ « Angola Says It Will Abandon Treaty With The Rebels », in *The New York Times*, 28 janvier 1999.

⁵² « Peacekeepers Prepare to Leave Unpeaceful Angola », in *The New York Times*, 19 janvier 1999.

⁵³ C. MESSIANT, « Les Eglises et la dernière guerre en Angola » in C. MESSIANT, *L'Angola postcolonial 1. Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Karthala, 2008, p. 334.

⁵⁴ « Angola Rebels Face Disarray Since Death Of Jonas Savimbi », in *The New York Times*, 26 février 2002.

⁵⁵ « Angolans Cheer The Peace and Hope It Will Stay Awhile », in *The New York Times*, 5 avril 2002.

⁵⁶ « UNITA Wanted to Annul The Elections and Seize Power by Force », in *Angola News*, novembre 1992, p. 3.

reposaient sur un déséquilibre des forces. Le gouvernement parvint à réduire les territoires contrôlés par l'UNITA et était proche d'une victoire militaire avant que la communauté internationale ne l'incite à privilégier une solution négociée.⁵⁷ Nous montrons aussi que cette période avait été caractérisée par la méfiance entre les deux camps et les réticences de l'UNITA à baisser les armes, alors que dans le même temps le partage du pouvoir était dérisoire, et que le gouvernement angolais se réarmait considérablement.

Dans la deuxième partie intitulée : « La troisième guerre angolaise et la défaite militaire de l'UNITA », nous démontrons que finalement, les désaccords politico-militaires débouchèrent sur une nouvelle guerre en 1998. En effet, malgré l'inauguration du Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale⁵⁸ en avril 1997, l'UNITA rechignait à rendre ses territoires dont certains sont riches en diamants, alors que le gouvernement attendait d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire. Après avoir repris la guerre pour vaincre militairement l'UNITA, le gouvernement avait dû attendre quatre années pour atteindre son objectif.

Les forces du gouvernement essuyèrent de lourdes défaites avant de renverser la situation militaire et de prendre le dessus sur l'UNITA, en s'emparant notamment de ses fiefs d'Andulo et de Bailundo et en l'obligeant à renouer avec les tactiques de la guérilla. Pour résister aussi longtemps, le mouvement de Savimbi s'était procuré pendant le protocole de Lusaka une grande quantité d'armements grâce à la vente de ses pierres précieuses.⁵⁹ De son côté, le gouvernement pouvait jouir des dividendes du pétrole pour financer sa guerre et acquérir de nombreuses armes. D'ailleurs, le scandale de l'« Angolagate » qui éclata en France après l'arrestation notamment de Jean-Christophe Mitterrand et de Pierre Falcone, révéla à l'opinion publique comment l'Angola avait pu s'appuyer sur des hautes figures politiques et économiques du pays pour faire parvenir des armes à des prix surévaluées. Enfin, nous verrons comment le gouvernement parvint à vaincre la rébellion, en tuant son chef le 22 février 2002⁶⁰ malgré la vaste mobilisation des églises catholiques et protestantes et d'autres secteurs de la société angolaise pour aboutir à de nouvelles négociations entre les deux camps et à la fin de la guerre. Cette dernière guerre était destinée à « annihiler militairement et politiquement l'UNITA ».

⁵⁷ « President Reportedly Promises to Pull Back Troops after International Pressure », in *Lexus Nexus*, 8 novembre 1994.

⁵⁸ « Coalition Government Sworn In by Angolans », in *The New York Times*, 12 avril 1997.

⁵⁹ P. COLLIER, A. HOEFFLER, M. SODERBOM, « On the Duration of Civil War », in *Journal of Peace Research* 41 (3), mai 2004, p. 255.

⁶⁰ « Angolanos festejam morte de Savimbi nas ruas de Luanda », in *O Publico*, 23 février 2002.

PREMIERE PARTIE :
L'ESPOIR BRISE DE BICESSE :
L'ECHEC DE LA PACIFICATION ET LA POURSUITE
DE LA GUERRE ENTRE LE MPLA ET L'UNITA

La signature des accords de Bicesse était présentée comme un modèle dans le règlement des conflits intra-étatiques post-Guerre Froide. Les Angolais croyaient enfin entrer en période de paix. Mais, ces accords échouèrent et débouchèrent sur une nouvelle guerre fratricide. Nous verrons que de nombreuses failles du processus de paix étaient inhérentes à la structure des accords. Les deux camps étaient entièrement maîtres de la réalisation des tâches militaires et politiques de la période de transition. L'Angola n'avait pas recueilli toute l'attention de la communauté internationale pour la mise en œuvre des accords de paix alors qu'il y avait eu surinvestissement des superpuissances et du Portugal dans la recherche d'une solution négociée. L'ONU n'obtint qu'une place subalterne⁶¹ et fut éclipsée par une troïka d'observateurs-médiateurs.

De surcroît, les deux camps n'étaient pas prêts à cohabiter dans un espace démocratique. L'UNITA avait forgé dans la guerre une culture totalitaire et s'appuyait sur la croyance en la force des armes pour obtenir le pouvoir politique.⁶² Le gouvernement s'était développé comme un parti-Etat fortement militarisé, dans laquelle la nomenklatura avait bénéficié de multiples privilèges. Par conséquent, ces accords ne prévoyaient nullement de partage du pouvoir entre les deux camps. La société angolaise ne put retrouver son souffle et jouer le rôle de médiateur en l'absence d'une ONU forte. Le gouvernement resta souverain jusqu'aux élections et fut chargé d'organiser des élections avec la collaboration du Conseil National Électoral (CNE) où sont représentés tous les partis politiques.⁶³

Nous aborderons ensuite l'écroulement du processus de paix et le retour à la guerre. La campagne électorale menée par les deux camps fut l'expression d'une nouvelle guerre maquillée par les parures démocratiques. L'UNITA garda le contrôle sur ses territoires pour éviter de perdre des voix, alors que le gouvernement s'est appuyé sur son hégémonie et sur l'Etat pour mobiliser toutes les ressources nécessaires à sa victoire. Alors que les conditions étaient inadéquates pour la tenue des élections, celles-ci s'étaient déroulées. Savimbi contesta le verdict des urnes et remobilisa son armée.⁶⁴ Après la bataille de Luanda dans laquelle de nombreux cadres et militants de l'UNITA trouvèrent la mort, la guerre reprit à grande échelle. L'UNITA conquiert une grande partie du territoire et accentua la pression militaire sur le gouvernement.⁶⁵

De plus, nous constaterons qu'en remettant en ordre de bataille sa machine de guerre, l'UNITA comptait imposer ses conditions à l'ouverture de nouvelles négociations. Forte de sa position militaire, elle refusait toutes les exigences du gouvernement et de l'ONU lors des

⁶¹ L. NEACK, « UN Peace-Keeping : In the Interest of Community or Self ? », in *Journal of Peace Research* 32 (2), mai 1995, p. 190.

⁶² J. PEARCE, « L'UNITA à la recherche de son peuple », in « L'Angola dans la paix Autoritarisme et reconversions », in *Politique Africaine* (110), juin 2008, p. 50.

⁶³ T. BAYER, « Angola. Presidential and Legislative Elections, September 29-30 1992 », in *Report of the IFES Observation Mission*, Washington D.C., 1993, pp. 6-7.

⁶⁴ G. MEIJER, D. BIRMINGHAM, « O passado e o presente de Angola », in G. MEIJER (ed.), « *Da paz militar à justiça social ? O Processo de paz angolano* », accessible en juillet 2008 sur le site www.c-r.org.

⁶⁵ « Angola II: Winner Does Not Take All », in *Africa Confidential* 33 (20), 9 octobre 1992.

pour parler de paix notamment à Addis-Abeba en janvier 1993, et à Abidjan en mai 1993. Mais, le gouvernement parvint à renverser la tendance sur le plan militaire et commença à réaliser de nouveaux gains. La reconnaissance américaine du gouvernement angolais en 1993, marqua un tournant dans la guerre et ouvrit la voie vers des sanctions contre la rébellion. De nouvelles négociations s'ouvrirent à Lusaka en novembre 1993 et allaient durer un an. Les négociations se déroulèrent pendant les combats et étaient fortement influencées par la position militaire de chaque camp. La pression militaire des FAA et les menaces de la communauté internationale poussèrent l'UNITA à signer les accords de Lusaka avec le gouvernement le 20 novembre 1994.⁶⁶

La signature des accords de Lusaka mit fin à la deuxième guerre civile angolaise qui eut lieu d'octobre 1992 à novembre 1994, beaucoup plus meurtrière et destructrice que celle qui se déroula d'octobre 1975 à mai 1991. Cette deuxième guerre agrandit le fossé entre les Angolais. Des massacres ethniques accentuèrent les ressentiments entre les différentes communautés. En outre, les civils furent massivement armés, et prirent part à la confrontation entre les deux camps. Le protocole de Lusaka consacra la suprématie politico-militaire du MPLA sur l'UNITA. En pleine déroute militaire, l'UNITA accepta de les signer. Ces accords n'avaient pas été signés par désir de réconciliation, ni pour répondre aux aspirations pacifiques et démocratiques du peuple angolais. Ils reflétaient un rapport de forces politiques et militaires complètement à l'avantage du MPLA. Mais, pourquoi cette nouvelle phase de transition politico-militaire fut-elle considérée comme une période de « ni paix ni guerre » de quatre années ? Nous analyserons l'attitude des deux camps pendant l'application du protocole de paix et observerons le rôle joué par la communauté internationale pour tenter de réconcilier les deux camps et pour empêcher le déraillement du processus de paix.

En outre, l'UNITA fut considérée comme une rébellion, et devait déposer ses armes avant d'être légalisée en tant que parti politique.⁶⁷ Faisant preuve de peu de confiance à l'égard du gouvernement, l'UNITA allait retarder le processus de cantonnement et de démobilisation de ses troupes. Malgré la présence de soldats de l'ONU censés assurer sa protection, l'UNITA n'avait pas confiance dans les modalités d'application de l'accord de paix. Le gouvernement se méfiait également de la rébellion qui avait profité des faibles contrôles instaurés par le processus de paix de Bicesse pour garder de nombreux soldats et des armements. Et Savimbi se montrait ambigu à l'égard du protocole de Lusaka. Force est de constater que l'UNITA retarda sans cesse la démobilisation de ses hommes pour éviter de perdre sa force militaire dans la première phase d'application de l'accord de paix.

Nous verrons ensuite que l'entrée en fonctions du gouvernement d'unité et de réconciliation nationale fut constamment repoussée car de nombreuses questions restaient à régler entre les deux camps dont la manière d'associer Savimbi à l'exercice du pouvoir. Le protocole de Lusaka prévoyait un statut spécial pour Jonas Savimbi, et les deux camps s'étaient fortement opposés sur ce que devait être la place du chef de l'UNITA dans l'espace politique angolais.

Bien que l'inauguration du Gouvernement d'Unité et de Réconciliation Nationale (GURN) ne soit pas liée à la question du statut de Savimbi, l'UNITA en profita pour la retarder. Savimbi n'allait pas envoyer ses députés à Luanda tant qu'un accord favorable à l'UNITA n'eut été trouvé. Mais après son inauguration, de nombreuses incertitudes demeuraient car le partage du pouvoir institué par les accords de paix ne satisfaisait pas le mouvement de Savimbi. Malgré la collaboration de l'UNITA et du gouvernement au sein du GURN, les deux

⁶⁶ P. WALLENSTEEN, M. SOLLENBERG, « After the Cold War: Emerging Patterns of Armed Conflict 1989-94 », in *Journal of Peace Research* 32 (3), août 1995, p. 346.

⁶⁷ C. MESSIANT, « The Mutation of Hegemonic Domination », in P. CHABAL, N. VIDAL (eds.), *Angola The Weight of History*, Hurst & Company, Londres, 2007, p. 102.

camps s'étaient affrontés par rivaux interposés au Zaïre et au Congo-Brazzaville.⁶⁸ Le gouvernement tentait de neutraliser militairement l'UNITA en cherchant à la couper de ses bases arrière, tandis que l'UNITA cherchait à les conserver car celles-ci étaient cruciales pour son approvisionnement en armes et pour l'écoulement de ses diamants.

⁶⁸ P. le BILLON, A. VINES, A. MALAQUIAS, « Au-Delà du Pétro-Militarisme La stratégie angolaise d'après-guerre », in « L'Angola dans la paix Autoritarisme et reconversions », in *Politique Africaine* (110), juin 2008, pp. 105-106.

CHAPITRE I : UNE TRANSITION PIEGEE

Les Angolais accueillirent avec joie la signature des accords de paix de Bicesse. Après 16 années de guerre civile qui ont opposé le MPLA et l'UNITA, appuyés par leurs soutiens internationaux dans le cadre de la Guerre Froide, les Angolais pouvaient croire que les ressources allouées au financement de l'effort de guerre, allaient être enfin consacrées à la reconstruction du pays. La poignée de main historique entre Savimbi et dos Santos à Bicesse devait sceller l'engagement des deux parties dans la voie de la réconciliation nationale. Leur signature apposée sur le texte des accords de paix. Ces accords marquaient la fin de seize années de guerre civile et consacraient l'avènement d'une transition politico-militaire de 18 mois, qui devait s'achever par des élections multipartites. Ceux-ci étaient présentés aussi comme un modèle dans le règlement de conflits post-Guerre Froide.

Cependant, ces accords de paix reflétèrent un déséquilibre des forces militaires, politiques et diplomatiques, entre les deux camps et leurs alliés. Les Etats-Unis, l'URSS et le Portugal participèrent activement aux négociations. Face au déclin de l'URSS qui était au bord de la dissolution, les Etats-Unis se retrouvaient en position de force pour obtenir de nombreuses concessions pour l'UNITA de la part du gouvernement.⁶⁹ Les négociations avaient conduit à la reconnaissance de l'UNITA comme un parti légitime, par un gouvernement qui avait toujours refusé de traiter d'égal à égal avec le mouvement de Jonas Savimbi. Après les accords d'Alvor de 1975, et les accords de Gbadolité de juin 1989, le traité de paix de Bicesse avait-il plus de chances de ramener la paix en Angola ? La troïka pouvait-elle pousser les deux camps à se réconcilier ?

Nous constaterons que ces accords n'avaient pas permis aux deux belligérants de dépasser leurs rivalités et de surmonter leur méfiance. Le processus de paix comportait des failles considérables et des impasses massives. Deux membres du Conseil de sécurité siégeaient au sein de la CCPM, ainsi que l'ancienne puissance coloniale. Garants du processus de paix, ils n'avaient en réalité aucun pouvoir de décision puisque la pacification du pays reposait sur la bonne volonté des deux camps. Ces accords marginalisèrent la société angolaise et les petits partis.⁷⁰ De même, des combats se poursuivaient encore à Cabinda entre indépendantistes du FLEC et les forces gouvernementales en période de « paix ». Le droit à l'auto-détermination des Cabindais n'avait guère été pris en compte dans les accords de Bicesse, et ces mouvements indépendantistes souffraient d'une trop grande division.⁷¹

⁶⁹ T. J. MOSS, « US Policy and Democratisation in Africa: The Limits of Liberal Universalism », in *The Journal of Modern African Studies* 33 (2), juin 1995, p. 198.

⁷⁰ G. MEIJER, « Introdução : Lições do “processo de paz angolano” », in G. MEIJER (ed.), « Da paz militar à justiça social ? O Processo de paz angolano », encore accessible en juillet 2008 sur le site www.c-r.org.

⁷¹ J.-M. MABEKO-TALI, « Entre Économie Rentièrre et Violence Politico-Militaire. La question cabindaise et le processus de paix angolais », in « L'Angola dans la paix Autoritarisme et Reconversions », in *Politique Africaine* (110), juin 2008, p. 65.

Alors qu'ils devaient permettre l'émergence d'une démocratie multipartite en Angola, le gouvernement et l'UNITA avaient découragé les velléités d'ouverture démocratique de la société angolaise. Celle-ci n'avait pu s'organiser pour représenter une troisième force capable d'intervenir dans les affaires du pays. Les négociations avaient exclu tout observateur angolais neutre. De plus, les petits partis ne purent freiner la bipolarisation du pays et devenir des forces montantes capables de rivaliser avec les deux grands mouvements.⁷² Enfin, les accords ne prévoyaient nullement un partage du pouvoir entre les différentes parties se disputant le pouvoir.

L'ONU ne détenait qu'un rôle mineur et avait peu de moyens pour contraindre les deux belligérants à respecter leurs engagements.⁷³ Le désarmement, la démilitarisation des deux armées, et leur fusion au sein d'une armée nationale, devaient constituer des objectifs prioritaires avant la tenue des élections. La pacification du territoire était confrontée à un obstacle d'ordre politique. Les deux belligérants n'étaient pas prêts à renoncer à la force armée pour imposer leurs desseins politiques. Ils n'étaient pas non plus disposés à perdre leur autorité sur les populations et les territoires qu'ils contrôlaient. Par conséquent, la démobilisation et le désarmement des deux armées allaient se heurter à de nombreuses résistances. Pourtant, ces conditions étaient nécessaires pour parvenir à une pacification durable du territoire et empêcher l'un des deux camps de retenter sa chance sur le terrain militaire en cas de défaite aux élections. Enfin, l'organisation des élections allait se heurter à de nombreuses difficultés. L'UNITA freinait le déploiement de l'administration d'Etat dans ses fiefs et de nombreux électeurs étaient inaccessibles à cause des ravages causés par la guerre.

1. Des accords limités à l'opposition entre le MPLA et l'UNITA

1.1. Les clauses militaires

Ces accords prévoyaient l'instauration d'un cessez-le-feu durable sur l'ensemble du territoire. Celui-ci impliquait la cessation des hostilités entre le gouvernement et l'UNITA. De surcroît, le cessez-le-feu devait permettre la libre circulation des biens et des personnes. Le contrôle du cessez-le-feu incombait à l'autorité de la commission conjointe politico-militaire, dans laquelle siégeaient le gouvernement et l'UNITA.⁷⁴ Le cessez-le-feu impliquait ensuite la cessation de la propagande hostile entre le gouvernement et l'UNITA. De plus, un embargo sur les armes était imposé aux deux camps. Les deux mouvements étaient tenus de ne pas chercher à se procurer des équipements militaires pendant le processus de paix. Tous les pays membres de l'ONU devaient s'abstenir d'envoyer une aide militaire aux deux camps. En l'occurrence, les deux superpuissances s'étaient engagées à ne plus soutenir les deux camps à accroître leurs capacités militaires.⁷⁵ L'avènement de la paix impliquait en conséquence la libération des prisonniers de guerre détenus par les deux camps, sous la supervision de la Croix-Rouge internationale.

Par ailleurs, une Commission Mixte de Vérification (CMVF) du cessez-le-feu fut créée. Elle était composée de représentants du gouvernement et de l'UNITA, mais également d'observateurs de la troïka et d'un représentant de l'ONU qui assistait à ses réunions. Cette commission allait veiller à la formation de groupes de contrôle et de vérification, composés en

⁷² C. HARTZELL, M. HODDIE, « Institutionalizing Peace : Power Sharing and Post-Civil War Conflict Management », in *American Journal of Political Science* 47 (2), avril 2003, p. 321.

⁷³ « Lições para a ONUda UNAVEM II (1991-1993) », in G. MEIJER (ed.), « *Da paz militar à justiça social ? O Processo de paz angolano* », accessible en juillet 2008 sur le site www.c-r.org.

⁷⁴ Cf. Annexe N° 1, *Les points clefs des accords de Bicesse*, Source www.c-r.org, pp. 404-405.

⁷⁵ M.A. AFRICANO, *L'UNITA et la 2e guerre civile angolaise*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 45.

nombre égal de représentants du gouvernement et de l'UNITA. La CMVF devait en outre se familiariser avec les zones d'assemblément. Sa mission consistait à vérifier et à mener des investigations sur les plaintes et les violations du cessez-le-feu. Les réunions de la CMVF devaient être présidées conformément aux principes de rotation entre le gouvernement et l'UNITA. De plus, les décisions étaient prises par consensus entre les deux parties. La CCPM était informée de chaque décision prise par la CMVF.

Le gouvernement et l'UNITA devaient former une armée nationale chargée de défendre l'indépendance du pays et son intégrité territoriale.⁷⁶ Cette armée avait pour but d'être non-partisane et était tenue de respecter les organes souverains de l'Etat. Ils doivent également prêter serment publiquement de respecter la Constitution et les lois de la République. Le processus de formation commence avec l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, et prend fin à la période des élections. Ce processus de formation des Forces Armées Angolaises (FAA), se faisait simultanément avec le cantonnement, le désarmement et le retour à la vie civile des troupes démobilisées. Le personnel incorporé devait recevoir une formation permettant l'éclosion d'un esprit de corps contribuant à l'unification. Sa neutralité était garantie par les deux parties angolaises évoluant au sein de la Commission Conjointe Politico-Militaire (CCPM) et de la Commission Conjointe de formation des FAA (CCFA). A la période des élections, les FAA seraient l'unique armée en exercice, et tous les soldats qui ne l'avaient pas incorporée, seraient démobilisés et renvoyés à la vie civile.⁷⁷

Une commission conjointe pour la formation des Forces armées angolaises (CCFA) est créée. Le commandement des Forces armées angolaises (FAA) provenant des Forces Armées Populaires de Libération de l'Angola (FAPLA) et des Forces Armées de Libération de l'Angola (FALA) devait être non-partisan. Les désignations dans le haut commandement des trois branches des FAA étaient proposées au CCFA et approuvées par la CCPM. La CCFA était composée en nombre égal de représentants du gouvernement et de l'UNITA et concentrait également des représentants de pays qui avaient été sélectionnés pour conseiller les deux parties pour la formation des FAA.

Par ailleurs, le gouvernement contrôlait la police nationale. Cependant, les activités de la police étaient vérifiées et contrôlées par des groupes de vérification, composées de deux membres du gouvernement, deux de l'UNITA et un expert dans les affaires policières désigné par l'ONU.⁷⁸ Ces groupes conjoints examinaient les activités de la police, et enquêtaient sur d'éventuelles violations des libertés politiques. En effet, les Angolais pouvaient choisir leur parti politique librement et sans subir d'intimidations. L'UNITA était invitée par le gouvernement à participer aux forces de police. Mais, les membres de l'UNITA ne pouvaient obtenir que des postes vacants. Le mouvement de Savimbi était aussi chargé de la sécurité de ses dirigeants, et ses forces qui assuraient cette sécurité détenant le statut de policier. Le gouvernement gardait donc le contrôle de la police alors qu'il était engagé dans la course aux élections. Il aurait été préférable de la dissoudre et procéder à un nouveau recrutement en y incorporant des membres de l'UNITA, mais aussi des membres de la société angolaise.

1.2. Les modalités politiques

Pour contribuer à la réconciliation nationale et promouvoir l'émergence d'un système politique multipartite, les deux camps se reconnurent mutuellement. En premier lieu, le mouvement de Jonas Savimbi reconnaissait le président José Eduardo dos Santos et le

⁷⁶ V. BRITAIN, « Fragile transition démocratique en Angola », in *Le Monde Diplomatique*, mai 1992.

⁷⁷ D. SOGGE, *Sustainable peace: Angola's recovery*, Harare, *Southern African Research and Documentation Centre*, 1992, p. 18.

⁷⁸ V. KRSKA, « Peacekeeping in Angola (UNAVEM 1 and 2) », in *International Peacekeeping* 4 (1), 1997, p. 83.

gouvernement angolais jusqu'à la tenue des élections. Ensuite, lors de l'instauration du cessez-le-feu, l'UNITA obtint quant à elle le droit de conduire et de participer à des activités politiques conformément à la nouvelle constitution et aux lois qui permettent l'établissement d'une démocratie multipartite. L'UNITA pouvait donc dévoiler son projet de campagne, et tenir des réunions politiques. Toutefois, elle devait permettre l'extension de l'administration centrale dans les zones qu'elle tenait autrefois. Le gouvernement allait tenir des discussions avec tous les partis politiques pour effectuer les changements dans la constitution.

Il collaborait avec tous les partis politiques pour mettre en place la loi électorale. Des élections libres et régulières pour l'instauration d'un nouveau gouvernement devaient se tenir après une campagne d'enregistrement des électeurs sous la supervision des observateurs électoraux internationaux, qui resteraient en Angola jusqu'à ce que les élections soient certifiées libres et régulières.⁷⁹ La date pour la tenue des élections était choisie après la consultation de toutes les forces politiques d'Angola. Lors des premières élections de l'histoire de l'Angola, les Angolais allaient choisir leur président de la République et élire l'assemblée nationale. Le président sera élu par un suffrage direct et secret, à la majorité, et un second tour aurait lieu si aucun des candidats n'obtenait la majorité suprême. L'assemblée nationale était élue par un suffrage direct au scrutin proportionnel. Des instances internationales telles que l'ONU apportèrent une aide technique.

Tous les citoyens angolais âgés d'au moins dix huit ans pouvaient participer au vote, à la campagne électorale et se présenter aux élections sans discrimination et sans intimidation. Le vote était secret et une aide pouvait être apportée aux citoyens angolais analphabètes. Tous les partis politiques jouissaient du droit de participer au processus électoral sur un même pied d'égalité. De ce fait, la totale liberté d'expression, d'association et d'accès aux médias, étaient garanties. Les deux parties ont accepté la proposition tripartite faite par le médiateur portugais, et par l'URSS et les Etats-Unis en tant qu'observateurs, selon laquelle étant donné les difficultés logistiques, les élections se tiendraient pendant la saison sèche entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 1992.⁸⁰ Ces accords préconisaient aussi le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. Le processus de création de l'armée nationale commençait après l'instauration du cessez-le-feu et s'achevait avant la tenue des élections, sous les termes conclus entre le gouvernement et l'UNITA.

1.3. Le mandat de la CCPM

La Commission Conjointe Politico-Militaire était composée de représentants du gouvernement et de l'UNITA, des observateurs de la troïka, et un représentant de l'ONU y était invité en tant qu'observateur. La CCPM a ses propres mécanismes de régulation. Ses décisions étaient prises par consensus entre le gouvernement et l'UNITA sous la médiation des observateurs.⁸¹ Elle vérifiait que l'ensemble des tâches politiques et militaires, qui incombaient aux deux belligérants, soient effectués. Elle s'assurait que les conditions soient réunies pour la tenue des élections libres et régulières. Les membres et les observateurs étaient soutenus par des assistants et des conseillers techniques de la CMVF, de la Commission Conjointe pour la Formation des Forces Armées Angolaises (CCFA), et de la Commission Politique. Enfin, les réunions de la CCPM étaient présidées à tour de rôle par le gouvernement et l'UNITA.

⁷⁹ Nations unies. Département de l'information, *The United Nations and the situation in Angola May 1991-February 1995*, New York, 1995, p. 2.

⁸⁰ Cf. Annexe N° 1, Les points clefs des accords de Bicesse, source www.c-r.org, pp. 404-405.

⁸¹ M. ANSTEE, « L'ONU et le maintien de la paix », in « L'Angola dans la guerre », in *Politique Africaine* (57), Paris, Karthala, 1995, p. 106.

2: Les défaillances de l'accord de paix

2.1. Un calendrier irréaliste

Le calendrier d'application des différentes modalités du processus de paix fut irréaliste pour permettre à un pays dévasté par dix-sept années de guerre civile, de se relever, et de cicatriser les nombreuses plaies restées encore ouvertes. Pendant les négociations, les deux belligérants s'opposèrent sur le choix de la date des élections devant couronner la fin de la transition politico-militaire. Le gouvernement désirait que les élections aient lieu trois ans après l'instauration du cessez-le-feu, pendant lesquels serait établi un gouvernement d'unité nationale ; alors que l'UNITA souhaitait la tenue des élections dans un délai d'un an et était défavorable à la création de ce gouvernement.⁸² Le mouvement de Savimbi voyait d'un mauvais œil cette proposition, qui risquait de révéler sans doute son manque d'expérience de l'administration d'Etat.

Après une courte transition politico-militaire, l'organisation des élections devait favoriser le mouvement de Savimbi.⁸³ Ce dernier comptait profiter du discrédit d'un gouvernement confronté à la détérioration du climat socio-économique, et aux révélations de corruption, pour rallier à sa cause un grand nombre d'électeurs. L'UNITA entendait également s'appuyer sur le désir de changement de la population angolaise, qui avait connu seize années de parti unique. Néanmoins, la proposition du gouvernement de trois années semblait plus réaliste dans un pays complètement ravagé par la guerre civile. En effet, pour qu'un grand nombre d'Angolais puisse participer aux élections, la réhabilitation des infrastructures de transport et le déminage des sols⁸⁴ étaient deux conditions indispensables pour une bonne tenue du scrutin. De surcroît, il fallait pourvoir en papiers d'identité les citoyens angolais et reloger les nombreux déplacés. Le retour des réfugiés installés dans les pays voisins, représentant environ 300 000 personnes⁸⁵, n'avait pas fait l'objet d'une attention particulière de la part des observateurs et des deux camps. Un grand nombre d'entre eux ne pouvaient donc exprimer leur choix lors de ces élections.

Chargées d'organiser les élections, les parties angolaises réunies au sein d'un Conseil national électoral, n'ont pas bénéficié du temps nécessaire pour donner une éducation civique indispensable dans un pays qui comptait de nombreux analphabètes. Cet enseignement leur aurait permis d'appréhender les modalités du vote afin d'éviter un nombre élevé de bulletins nuls. Toutes ces conditions devaient être réunies pour rendre ces élections justes et équitables. Il était aussi irraisonnable de penser que les prisonniers des deux camps pouvaient être recensés et libérés immédiatement. Les armements et les moyens lourds détenus par des armées officielles, les milices, et les civils ne pouvaient être rassemblés en quelques mois. En outre, la société angolaise ne pouvait guère envisager de s'organiser en un vaste mouvement contestant l'hégémonie des deux camps en si peu de temps. Meurtris par la guerre, les Angolais ne purent instaurer des commissions de vérité et de réconciliation afin de se pardonner et contribuer à la pacification des esprits. En fin de compte, le calendrier établi par les accords de Bicesse n'était guère flexible, et permettait qu'un grand nombre de tâches qui devaient être achevées par les deux camps avant les élections, ne soient réalisées.

⁸² M. VENANCIO, *The United Nations, peace and transition: lessons from Angola*, Lisbonne, Instituto de estudos estratégicos e internacionais, Lumiar papers, 1994, p. 41.

⁸³ P. BEAUDET, *Angola : Bilan d'un socialisme de guerre*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 47.

⁸⁴ Tout au long de la guerre, le MPLA et l'UNITA ont disséminé sur l'ensemble du territoire de nombreuses mines antipersonnel. Celles-ci provoquaient de nombreux accidents et freinaient l'activité des brigades de recensement des électeurs.

⁸⁵ C. MESSIANT, « Angola: le retour à la guerre ou l'inavouable faillite d'une intervention internationale », in « *Vue sur la démocratisation à marée basse* », in *L'Afrique politique*, Paris, Karthala, CEAN, 1994, p. 213.

2.2. La posture de force de Washington et de l'UNITA

Les Etats-Unis parvinrent pendant la Guerre Froide à hisser l'UNITA au rang d'un deuxième parti-état contestant l'autorité du gouvernement du MPLA. Les Etats-Unis finirent par conférer à l'UNITA une légitimité parallèle à celle du gouvernement, et pour la première fois en 17 années de guerre civile, l'UNITA était à la porte du pouvoir. A n'en point douter, Bicesse fut le résultat de l'intense soutien militaire et diplomatique américain à l'UNITA pour l'installer au pouvoir.⁸⁶ Les succès de Washington s'étaient traduits par la signature des Accords de New York en 1988 qui prévoyaient le retrait cubain contre l'indépendance de la Namibie⁸⁷, l'abandon par le MPLA du marxisme-léninisme comme doctrine officielle, l'adoption d'une économie de marché, et l'instauration du multipartisme consacrée par les accords de Bicesse. Sur ce point, le MPLA avait subi la pression américaine et soviétique pour se séparer du modèle du parti unique.⁸⁸

Les bouleversements qui entraînèrent la chute inexorable de l'URSS eurent un fort impact sur le dénouement de la crise angolaise, et sur le déséquilibre des forces politiques, militaires et diplomatiques entre le gouvernement et l'UNITA. En pleine *perestroïka*, l'URSS cherchait à se désengager des conflits régionaux et à trouver un terrain d'entente avec les Etats-Unis, comme le décrit Chester Crocker, alors secrétaire d'Etat-adjoint pour l'Afrique au département d'Etat américain : « *Tant l'URSS que Cuba durent reconnaître que leurs projets militaires devenaient trop coûteux. Leur forteresse angolaise, acquise à bas prix en 1974, devenait un maillon faible politique et stratégique, coûtant davantage que ce qu'elle ne rapportait* »⁸⁹. L'URSS avait donc décidé de réduire son assistance militaire au MPLA. Les accords de New York ne prévoyaient nullement la cessation de l'aide militaire des superpuissances aux deux camps. Ainsi, devant la réduction du budget militaire soviétique à destination de l'Angola, Les Etats-Unis intensifièrent leur aide militaire à l'UNITA qui remportait de nombreux succès militaires, et menaçait Luanda.⁹⁰

Confronté à une intense pression militaire de l'UNITA, le gouvernement angolais décida d'entamer des négociations avec la rébellion. L'ONU poussait aussi les deux camps à sortir de la guerre par une solution négociée.⁹¹ Après l'opération réussie de « Tempête du désert » en 1991, qui a regroupé une forte coalition autour des Etats-Unis pour contrecarrer les velléités expansionnistes de Saddam Hussein au Koweït, et l'effondrement des régimes socialistes en URSS, les Etats-Unis se retrouvèrent propulsés au rang de seule superpuissance. A cet effet, le « nouvel ordre mondial » impliquait l'instauration du multipartisme et la mise en place de mesures de réconciliation auxquels le MPLA ne pouvait plus s'y opposer.⁹²

L'UNITA parvint donc avec le soutien de son allié à obtenir de nombreuses concessions de son rival. Ainsi, le gouvernement angolais céda sur de nombreux points qu'il considérait

⁸⁶ V. BRITAIN, *Death of Dignity: Angola's Civil War*, Londres, Pluto Press, 1998, p. 44.

⁸⁷ Voir le documentaire : *Cuba Une Odyssée Africaine*, *op. cit.*

⁸⁸ P. HARE, « Angola: The End of an Intractable Conflict » in C. A. CROCKER, F. O.

HAMPSON, and P. AALL, eds., *Grasping the Nettle: Analyzing Cases of Intractable Conflict* (Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press, 2004), p. 217.

⁸⁹ C. CROCKER, « Southern Africa : Eight Years After », *Foreign Affairs*, LXVLLL, 4, 1989, cité par P. BEAUDET, *Angola, Bilan d'un socialisme...*, *op. cit.*, p. 29.

⁹⁰ H. de BEER, V. GAMBA, « The arms dilemma : resources for arms or arms for resources? », in J. CILLIERS & C. DIETRICH (ed.), *Angola's War Economy: The Role of Oil and Diamonds*, Pretoria, *Institute for Security Studies*, 2000, p. 81.

⁹¹ D. S. PAPP, « The Angolan Civil War and Namibia: The Role of External Intervention » in

D. R. SMOCK, ed., *Making War and Waging Peace: Foreign Intervention in Africa*, Washington D.C. : United States Institute of Peace Press, 1993, p. 186.

⁹² D. dos SANTOS, « Economia, Democracia e Justiça em Angola : O Efêmero e o Permanente », in *Estudos Afro-Asiaticos* 23 (1), 2001, p. 119.

comme non négociables. Le MPLA devait faire face au plus puissant « parrain » des négociations. L'URSS se retrouvait dans une phase de déclin et était au bord de la dissolution. De son côté, le Portugal n'était pas davantage en mesure de contrebalancer le poids américain.⁹³ Néanmoins, grâce au soutien portugais, le MPLA réussit à obtenir la dissolution des deux armées avant les élections, contrairement à ce que désirait l'UNITA, et à se maintenir seul au gouvernement.⁹⁴

Malgré la signature des accords de paix, les Etats-Unis ne cessèrent leur aide au mouvement de Jonas Savimbi qui prit la forme d'un soutien financier. L'administration Bush envoya une enveloppe de 30 millions de dollars par l'intermédiaire de la CIA pour l'année 1992.⁹⁵ Cette aide était officiellement destinée à accompagner l'UNITA dans son retour à la vie civile, à se métamorphoser en un parti politique, et à financer ses services administratifs dans les zones sous son contrôle.

D'ailleurs, les Etats-Unis n'avaient pas été absents dans la marginalisation de l'ONU. Ils réussirent à hisser la troïka au centre du processus de paix par l'intermédiaire d'une CCPM composée de ses représentants, ainsi que de ceux du gouvernement et de l'UNITA. L'intervention des Nations unies était limitée à cause de la place subalterne qui lui fut attribuée dans les principaux organes de contrôle institués par les accords. La présence d'UNAVEM II semblait dissimuler l'influence politique considérable de la troïka des observateurs médiateurs au sein de la CCPM, dans laquelle Washington jouissait d'une position prédominante.⁹⁶ Ces accords n'étaient nullement le produit d'une seule main. Certes, les Etats-Unis étaient en position de force pour obtenir des clauses favorables à leur protégé, mais l'URSS et le Portugal avaient également des intérêts à défendre.⁹⁷

Comme beaucoup d'observateurs, les Etats-Unis étaient persuadés que l'UNITA allait remporter les élections. Ils reléguèrent au second plan la pacification et la démocratisation du pays pour soutenir Jonas Savimbi dans sa quête du pouvoir par les urnes. Les accords de Bicesse semblaient être conçus pour accompagner une victoire électorale de l'UNITA. Le manque de contrôle sérieux des clauses militaires laissait supposer que si le MPLA venait à perdre les élections, il ne serait pas en mesure de contester par les armes cette décision du peuple angolais, au regard de la démoralisation et du manque de discipline de ses forces armées.⁹⁸ Dans ces conditions, la réconciliation et le partage du pouvoir avec le gouvernement angolais ne semblaient pas constituer les priorités de l'UNITA et de son allié américain. Les Etats-Unis souhaitaient avant tout que ce mouvement conserve le rapport de forces à son avantage, au péril de la pacification.

Alors qu'ils avaient de l'influence auprès de l'UNITA, les membres de l'administration de George Bush ne l'ont pas incité à changer ses pratiques autoritaires et à se transformer en un véritable parti politique. Malgré la circulation des informations sur les violations des droits de

⁹³ Le Portugal avait exprimé pendant les négociations des velléités d'ouverture à d'autres forces politiques et avait tenté de faire accepter des mesures facilitant la pacification du pays.

⁹⁴ C. MESSIANT, « Angola: le retour à la guerre ou l'inavouable faillite... », *op. cit.*, p. 216.

⁹⁵ G. WRIGHT, *The destruction of a Nation: United States' policy towards Angola since 1945*, Londres, Pluto Press, 1997, p. 161.

⁹⁶ P. PIERSON-MATHY, « La paix et la reconstruction de l'Angola, otages de la direction militariste de l'UNITA et liées à un processus international de paix conçu pour assurer l'accession de l'Unita au pouvoir », in *Cahiers marxistes* (208), 1998, p. 149.

⁹⁷ Le Portugal désirait notamment profiter de la situation de paix pour développer un partenariat économique privilégié avec l'Angola. L'URSS espérait récupérer la dette contractée par le MPLA dans le cadre de l'assistance militaire qu'elle lui avait fournie pendant la Guerre Froide. A ce titre, lire Eric DIBAS-FRANCK, *Les Nations unies en Afrique : le cas de l'Angola. Pratiques et enseignements*, Paris, Publisud, 2000, p. 36.

⁹⁸ C. MESSIANT, « MPLA et UNITA : processus de paix et logique de guerre », in « L'Angola dans la guerre », in *Politique Africaine* (57), Paris, Karthala, 1995, p. 50.

l'homme, et les crimes commis par le mouvement de Savimbi pendant la guerre civile, le gouvernement américain continuait à considérer ce mouvement comme un instrument de promotion de leurs intérêts géopolitiques et comme un facteur pouvant amener à la paix et à la démocratisation du pays. Ils ne favorisèrent l'émergence d'autres membres éminents en incitant Savimbi à introduire plus de démocratie au sein de son mouvement. Au contraire, le chef de l'UNITA avait pu garder la mainmise sur la direction et y régner d'une main de fer. Bush n'avait pas non plus encouragé le mouvement du coq noir à faciliter l'extension de l'administration centrale.⁹⁹

A aucun moment, Washington n'avait menacé l'UNITA afin qu'elle réponde à ses obligations politico-militaires en vertu des accords de paix. Face à une organisation au sommet de sa puissance, et convaincue de sa prochaine victoire aux élections, la Maison Blanche aurait pu lui faire accepter des accords beaucoup plus favorables à une pacification démocratique du pays, en mettant sur pied des systèmes de contrôle plus rigoureux. Les Etats-Unis pesèrent aussi pour que la date des élections reste inchangée et insistèrent pour que celles-ci soient tenues coûte que coûte vers la fin du mois de septembre 1992.¹⁰⁰ Cette pression semblait être une manœuvre destinée à ce que l'UNITA préserve toutes ses chances de remporter les élections.

2.3. La pacification du pays endossée par les deux mouvements

La pacification du pays fut confiée à la bonne volonté du MPLA et de l'UNITA. Après avoir mené une âpre lutte pendant près de dix-sept années pour le contrôle du territoire, les deux mouvements furent chargés de coopérer pour instaurer une paix durable en Angola. La troïka et l'ONU ne disposèrent des moyens pour contrôler l'achèvement des clauses militaires. La troïka laissa donc signer des accords de paix qui prévoyaient des moyens de contrôle dérisoires. Par conséquent, les deux camps qui éprouvèrent mutuellement une animosité et une hostilité patentes, eurent les pleins pouvoirs pour continuer la guerre sous d'autres formes.

Le MPLA et l'UNITA ne signèrent nullement les accords de paix par désir de réconciliation et de cohabitation. La nomenclatura du MPLA (ce terme englobait les hommes politiques, les généraux, grands administrateurs qui profitaient des retombées de la rente pétrolière) comptait conserver dans le maintien au pouvoir sa situation privilégiée, et l'UNITA considérait qu'une victoire électorale lui donnerait beaucoup plus de légitimité qu'un assaut militaire final.¹⁰¹ Ces accords reposaient sur un déséquilibre des forces politiques et militaires entre les deux camps et leurs alliés. Confier la pacification et la démocratisation du pays à deux mouvements antagonistes, qui éprouvaient un manque de confiance réciproque, comportait de sérieux risques. Cette méfiance fut la conséquence d'une lutte fratricide que les deux camps se livrèrent déjà depuis la guerre d'indépendance. La signature des accords de paix n'avait pas atténué les ressentiments à l'encontre du camp adverse.

Au niveau institutionnel, le MPLA et le l'UNITA disposaient de la capacité de se bloquer. Le fonctionnement de la CCPM par consensus sous la présidence en alternance du MPLA et de l'UNITA, interdisait toute prise de décisions claires¹⁰², et des avancées, car pour appliquer l'accord il fallait convaincre l'autre. Seule la troïka, par le biais de pressions, de recommandations, pouvait amener à débloquer la situation. Ainsi, cet organe ne put

⁹⁹ L'UNITA contrôlait une partie du territoire et limitait la circulation des personnes dans ses zones alors qu'elle devait permettre le déploiement de l'administration d'Etat dans ses fiefs.

¹⁰⁰ « Angola: M. Bush souhaite des élections au plus tôt », in *Le Monde*, 18 septembre 1991.

¹⁰¹ C. MESSIANT, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. I. De la guerre à la paix (1975-1991) : le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais », in *Géopolitiques des mondes lusophones*, in *Lusotopie*, Paris, L'Harmattan, juillet 1994, p. 158.

¹⁰² M. ANSTEE, « L'ONU et le maintien de la paix », *op. cit.*, p. 107.

fonctionner car les deux partis rivaux étaient tenus de collaborer pour mener la pacification du pays. Mais, leur histoire faite de luttes, de massacres, de trahisons, ne les poussait guère à coopérer activement avec le camp adverse. Le gouvernement avait essayé à plusieurs reprises d'éliminer l'UNITA, en 1976, et plusieurs fois dans les années 1980, l'Afrique du Sud ayant dû intervenir à plusieurs reprises pour sauver l'UNITA. Ses forces massacrèrent de nombreux soldats de l'UNITA notamment lors de la retraite de l'UNITA vers Jamba.¹⁰³ L'UNITA élimina de nombreux sympathisants du gouvernement et officiels lors de la prise de nouvelles localités.

Les deux parties furent les principaux protagonistes de leur propre paix. Mais, ils ne disposaient d'aucune garantie selon laquelle le rival accomplirait ses tâches ou ne chercherait pas à cacher des éléments armés pour une éventuelle déstabilisation du processus de paix. Pour atténuer ce manque de confiance, la démilitarisation et l'organisation des élections devaient être contrôlées par une institution internationale neutre, qui pouvait obtenir la confiance des deux parties. Mais, les médiateurs du conflit confièrent aux deux belligérants le contrôle de la période de transition, et attribuèrent à l'ONU un faible rôle. De ce fait, les deux mouvements angolais bénéficièrent d'une grande marge de manœuvre. Ainsi, les groupes conjoints chargés de la vérification des clauses militaires tardèrent à être mis en place, car les deux camps invoquèrent des difficultés logistiques.

En ayant la possibilité de bloquer l'application des accords, les deux camps purent prévoir un ultime recours en cas de déraillement du processus de paix, et en cas de défaite aux élections. Les accords de paix permirent aux deux belligérants de maintenir leur structure politico-militaire pendant la période de transition. Le MPLA en profita pour mettre sur pied une véritable force paramilitaire. De son côté, l'UNITA conserva de nombreux soldats armés, et éparpilla sur l'ensemble du territoire des armements.¹⁰⁴ Des violations du cessez-le-feu furent récurrentes et mirent en danger l'ensemble du processus de paix, comme les combats qui ont opposé des partisans du MPLA, et de l'UNITA à Malange le 11 août 1992, faisant cinq morts et dix-sept blessés.¹⁰⁵

2.4. La question de Cabinda

L'objet de notre étude ne consiste pas à analyser en profondeur la guerre entre le gouvernement angolais et les forces indépendantistes Cabindaises. En conséquence, nous ne proposons qu'un regard mineur sur ce conflit. Le lecteur s'il le souhaite, pourra en revanche trouver de nombreuses informations dans les articles cités ou dans d'autres travaux concernant cette question.

Une nébuleuse d'organisations Cabindaises, qui se réclamaient chacune du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC), revendiquaient l'indépendance de ce territoire.¹⁰⁶ Ces diverses organisations Cabindaises n'avaient pas été invitées à participer aux négociations entre le gouvernement et l'UNITA. Tout comme les accords d'Alvor, ceux de Bicesse ne tinrent compte des aspirations à l'autodétermination de ces séparatistes. Contrairement aux trois grandes organisations nationalistes, qui revendiquèrent l'intégrité territoriale, les Cabindais réclamèrent, depuis la guerre d'indépendance, le droit à disposer d'eux-mêmes. Ils

¹⁰³ Après sa défaite militaire de 1976, l'UNITA entama une longue marche de Luanda jusqu'à Jamba pour se mettre à l'abri des attaques du MPLA. Mais, elle y perdit de nombreux hommes.

¹⁰⁴ R. PARIS, *At War's End Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge University Press, 2004, p. 69.

¹⁰⁵ « Angola: combats entre partisans du gouvernement et de l'UNITA », in *Le Monde*, 13 août 1992.

¹⁰⁶ Hormis le FLEC originel de Luis RANQUE FRANQUE, de nombreuses factions ont émergé à partir des années 1980. Elles sont composées du FLEC-FAC forces armées combattantes de NZITA TIAGO ; le FLEC Rénové de Antonio BEMBE ; le FDC de Norbert ITOUA ; le MRPC de Francisco Xavier LUBOTA. A ce titre, Lire J-M. MABEKO-TALI, « La question de Cabinda : séparatismes éclatés, habiletés luandaïses et conflits en Afrique Centrale », in *Timor Les défis de l'indépendance*, in *Lusotopie*, Paris, Karthala, mars 2001, pp. 49-62.

s'appuyèrent notamment sur un statut de l'enclave qui restait ambigu. Le rattachement de ce territoire et de celui de Molembo à l'empire colonial portugais était reconnu dans le traité d'alliance signé entre le Portugal et le Royaume-Uni en 1810, et reconfirmé dans une autre convention entre les deux pays en 1815. Ainsi, la constitution portugaise de 1826 renouvelée en 1836, a pu stipuler que l'Angola, Benguela et ses dépendances de Molembo et de Cabinda appartenaient au Portugal.¹⁰⁷

Plusieurs traités avaient été signés entre les Portugais et les chefs locaux Cabindais : Chicamba le 26 décembre 1814, Chifumfa le 29 juillet 1883, Simulambuco I en février 1885 et Moanda en mars 1885. En vertu de ces traités, Cabinda était donc placée sous la protection des Portugais qui devaient veiller à son intégrité territoriale.¹⁰⁸ Ces traités instituèrent en réalité une occupation effective du territoire Cabindais par les maîtres portugais. Ils s'inscrivirent donc dans la logique de la Conférence de Berlin qui prônait une occupation du territoire afin que celui-ci soit reconnu comme appartenant à la puissance coloniale. Cette Conférence établit un découpage du bassin du Congo. L'enclave de Cabinda est située entre le Congo belge devenu le Zaïre, et le Congo français devenu la République du Congo (cf. *infra*, carte n°2, p.47.). Cabinda n'a pas de frontières terrestres avec l'Angola, d'où l'appellation d'enclave alors qu'elle possède une large ouverture sur l'océan Atlantique. En 1887, Cabinda intégra le district du Congo avec les provinces d'Uige et de Zaïre. Les indépendantistes pensaient s'appuyer sur la constitution de la République portugaise, notamment sur le premier article.¹⁰⁹

Le mouvement d'indépendance Cabindais naquit au sein d'une élite exilée au Congo-Brazzaville et au Congo-Kinshasa. Le mouvement pour la libération de l'enclave de Cabinda (MLEC) fut formé au début des années 1960, et fut dirigé par Luiz Ranque Franque. Par la suite, le MLEC conjugua ses forces avec d'autres groupes pour former en 1963 le Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC). Mais, les indépendantistes Cabindais n'avaient pas entrepris de véritables actions de guérilla contre les Portugais. Ils tentèrent toutefois d'intégrer la scène politique en créant en 1963 le « gouvernement de Cabinda en Exil » à Kinshasa. Ce ne fut qu'après la révolution des œillets que la fièvre sécessionniste atteignit son paroxysme dans le champ clos de l'affrontement entre le MPLA, le FNLA et l'UNITA. Les trois mouvements avaient des visions opposées sur l'indépendance de Cabinda. Au sein du MPLA divisé, Daniel Chipenda¹¹⁰ et la « révolte active »¹¹¹ furent favorables à l'indépendance pour le territoire, alors que le groupe de Neto rejetait cette idée tandis que le FNLA n'avait pas clarifié sa position, et l'UNITA n'approuvait pas l'idée.¹¹² Il n'y eut guère de lutte en commun entre le FLEC et les autres organisations.

¹⁰⁷ J.-M. MABEKO-TALI, « Cabinda entre “nao-paz” e “nao-guerra” », in G. MEIJER (ed), « *Da paz militar à justiça social ? O processo de paz angolano* », accessible en juillet 2008 sur le site www.c-r.org/our.work/accord/angola.

¹⁰⁸ F. R. BEMBELLY, « L'évolution juridique et politique de la question Cabindaise », in *Revue juridique et politique, indépendance et coopération* (1), 1996, p. 78.

¹⁰⁹ Ce dernier stipulait que Cabinda était reconnu comme une dépendance du Portugal, tout comme l'Angola ou le Mozambique.

¹¹⁰ Daniel Chipenda avait fomenté une dissidence au sein de la « Révolte de l'Est » en 1974. Il décida de se séparer du MPLA de Neto avec des combattants Ovimbundu et certains des régions de l'Est de l'Angola qui dénonçaient les excès du présidentielisme d'Agostinho Neto. Voir J.-M. MABEKO-TALI, « “Tribalisme”, “régionalisme” et lutte de libération nationale : la question “tribale” et “ethnico-régionale” dans la dissidence au sein du MPLA dans l'Est angolais 1969-1974 », in *Année africaine* 1992-93, pp. 463-486.

¹¹¹ La révolte active fut menée par Joaquim Pinto de Andrade en 1974. Elle dénonçait l'autoritarisme de Neto.

¹¹² F. SOREMEKUN, *Angola: the road to independence*, University of Ife Press, 1983, p. 98.

Après la victoire du MPLA, les compagnies pétrolières américaines purent mener leurs activités dans l'enclave de Cabinda.¹¹³ Les Cubains assuraient la sécurité des installations pétrolières des multinationales américaines, alors que les Etats-Unis escomptaient mettre un terme aux menées soviéto-cubaines en Angola. De son côté, le MPLA avait toujours sous-estimé la force de l'identité Cabindaise, et avait toujours imputé à une main étrangère, cet élan nationaliste des séparatistes Cabindais. Le MPLA était ainsi convaincu que ces indépendantistes étaient instrumentalisés par des pays voisins, qui avaient des visées sur ce territoire jouissant de nombreuses réserves pétrolières.

En conséquence, le Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville devinrent des acteurs incontournables dans la confrontation armée entre les indépendantistes Cabindais et le gouvernement angolais, et également dans la recherche d'une solution négociée. Malgré l'attention que recueillait le thème de l'indépendance au Congo-Brazzaville, et malgré le sanctuaire octroyé aux indépendantistes, le gouvernement de la République du Congo n'avait jamais soutenu publiquement depuis l'époque de Marien Ngouabi la cause indépendantiste.¹¹⁴ Dans la confrontation idéologique avec le régime de Mobutu, la République du Congo devait entretenir des liens étroits avec son allié du MPLA.

Les indépendantistes Cabindais retrouvèrent un nouveau souffle à partir des années 1990. Cette nouvelle impulsion militaire était liée aux changements survenus au Congo-Brazzaville. Vieil allié du MPLA, le Parti congolais du Travail avait perdu le pouvoir au profit de l'Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale (UPADS), créée par Pascal Lissouba en juin 1991. Ce parti était beaucoup plus favorable à la cause des indépendantistes. En revanche, le Zaïre de Mobutu adopta une attitude plus ambiguë envers Cabinda. En même temps que celui-ci soutenait le FNLA et l'UNITA, qui revendiquaient le maintien de Cabinda à l'Angola pendant la lutte de libération nationale, Mobutu apportait une aide au FLEC. Mobutu attendait-il un partage des immenses réserves pétrolières de cette enclave en cas de victoire du FNLA ou du FLEC ?

Mobutu estimait que ces deux territoires, séparés par le Zaïre, étaient différents, aussi bien juridiquement que politiquement car selon lui l'Angola fut une colonie portugaise pendant plus de cinq siècles tandis que Cabinda constituait un simple protectorat depuis 1885¹¹⁵. Agostinho Neto répliqua en déclarant : « *Vous dites que le Cabinda ne fait pas partie de l'Angola. Ah bon. Je m'en tiens à cette déclaration. Ce qui nous ramène à revoir nos frontières tracées arbitrairement par les puissances colonialistes européennes lors de la Conférence de Berlin (1884-1885). Et vous verrez si le Cabinda ne fait pas partie de l'Angola* »¹¹⁶.

La signature des accords de Bicesse avait permis à de nombreuses voix de s'élever contre la guerre menée à Cabinda. Mais, les indépendantistes furent divisés entre différentes fractions, et le gouvernement devait faire face à plusieurs interlocuteurs. Les diverses tendances ne parvinrent à s'unir à cause des nombreuses divergences. Ainsi, le FLEC originel fut accusé d'être à l'origine de cette division depuis l'échec des combats engagés contre le MPLA en novembre 1975. Les autres tendances reprochèrent au FLEC rénové de s'écarter des traditions africaines et catholiques des Cabindais en imposant aux populations sous son contrôle des pratiques sectaires.

¹¹³ Cette enclave est riche en pétrole. De nombreux puits y ont été découverts dans les années 1960 et la production le long de la côte de Cabinda débuta en 1968. Les différentes tendances du FLEC reprochent au gouvernement de s'approprier les dividendes du pétrole sans que les populations locales ne puissent en jouir. Voir www.cabinda.org, accessible en juillet 2008.

¹¹⁴ J.-M. MABEKO-TALI, « La question de Cabinda : séparatismes éclatés... », *op. cit.*, p. 60.

¹¹⁵ *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (1547-1559), juillet-septembre 1975, p. 2413.

¹¹⁶ Agostinho Neto, Cité par A. Kisalu KIALA, *Le drame angolais*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 139.

En réalité, les rivalités entre les différentes élites Cabindaises exilées en Afrique centrale étaient à l'origine des nombreuses dissensions entre indépendantistes. Ces derniers n'avaient pas la même expérience et la même trajectoire socio-politico-économique car ils avaient été formés dans des pays différents. Les ambitions personnelles et les intérêts des dirigeants furent aussi à l'origine des divisions. Celles-ci se reflétèrent également dans les discussions avec le gouvernement angolais aux prises avec plusieurs interlocuteurs. Ainsi, après la signature des accords de Bicesse, le leader originel du FLEC Luis Ranque Franque, s'était rapproché du gouvernement. Ce dernier avait proclamé l'indépendance de la « République de Cabinda », le 1^{er} août 1975 à Kampala, en plein sommet de l'OUA débattant de la question angolaise, et s'était par la suite exilé au Canada. Reçus en grande pompe à Luanda, Luis Ranque Franque et d'autres leaders du FLEC originel, se prononcèrent en faveur du projet gouvernemental de statut spécial pour Cabinda, qui prévoyait une large autonomie pour l'enclave, alignée sur le modèle portugais des îles des Açores et de Madère.¹¹⁷ Forte de cette position, cette tendance installa à Luanda une nouvelle représentation nommée le « FLEC Intérieur ».

Cette initiative provoqua le mécontentement des factions radicales comme le FLEC-FAC, qui affichait des positions radicales contre le gouvernement, alors que dans le même temps, celui-ci mit en place un « Comité pilote de l'intérieur » chargé de maintenir les contacts avec les autorités gouvernementales de la province. Toutefois, le leader du FLEC-FAC, N'Zita Tiago, considérait que le dialogue avec le gouvernement ne devait servir qu'à discuter des modalités vers l'accession à l'indépendance de Cabinda. Dans le même temps, il proposait la consultation par référendum de la population locale, car selon lui, Cabinda était historiquement un protectorat portugais en vertu des accords signés entre les Portugais, et les chefs Cabindais détenaient le statut de colonie dans la constitution portugaise de 1933. Ces propositions furent exaspérées par le gouvernement angolais.

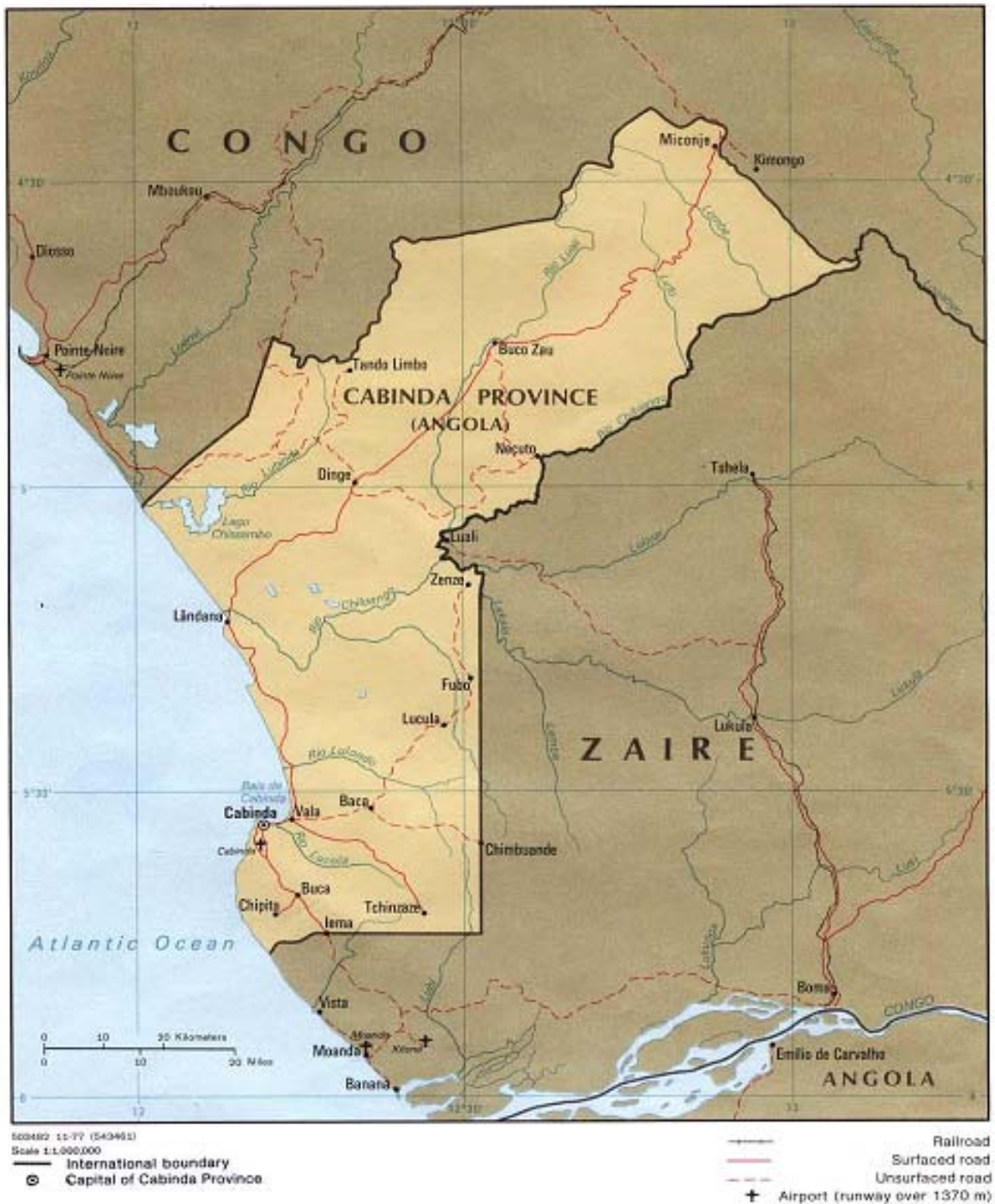
Finalement, la signature des accords de Bicesse n'avait apporté qu'une brève accalmie dans l'enclave de Cabinda. De ce fait, le 10 novembre 1991, après des affrontements entre des policiers et des manifestants qui firent trois morts et une dizaine de blessés¹¹⁸, un couvre-feu avait été imposé. Le FLEC avait même annoncé avoir tué 118 soldats du gouvernement en juin 1992.¹¹⁹ Même si cette information avait été démentie peu après par le gouvernement angolais, la tension restait forte à Cabinda.

¹¹⁷ J.-M. MABEKO-TALI, « La question de Cabinda... », *op. cit.*, p. 54.

¹¹⁸ « Angola : le couvre-feu a été imposé dans l'enclave de Cabinda », in *Le Monde*, 14 novembre 1991.

¹¹⁹ « Angola : les rebelles indépendantistes affirment avoir tué plus d'une centaine de militaires », in *Le Monde*, 18 juin 1992.

Carte N° 1 : Cabinda



Source : www.cabinda.org

3. Une démocratisation de façade ?

3.1. Une société civile écartée

Muselée longtemps par le parti-état et l'UNITA, la société angolaise retrouva un nouveau souffle avec la démocratisation, et la libéralisation amorcée par les accords de Bicesse. Auparavant, des organisations comme l'Union nationale des travailleurs de l'Angola (UNTA), et l'Organisation des femmes de l'Angola (OMA), et le conseil des églises évangéliques avaient très peu d'autonomie, et d'espace pour s'exprimer.¹²⁰ Soumis à une pression intense de la part des Américains et de leurs alliés pour engager des réformes politiques et économiques, le gouvernement dut lâcher son emprise sur les organisations nationales, et se résoudre à leur accorder plus d'autonomie. De ce fait, son changement d'attitude se refléta par la création en novembre 1989 de l'Action angolaise pour le développement (AAD), même si des membres importants du MPLA y furent à l'origine.¹²¹ En outre, l'Association civique angolaise (ACA) fut lancée en janvier 1990. Elle recruta certains de ses membres parmi des anciens dissidents du MPLA, et notamment parmi des « anciens assimilés »¹²². Dès ses débuts, cette organisation dénonça l'arbitraire du pouvoir, l'appropriation des richesses par les élites au détriment de la population.

Au début de l'année 1991, le gouvernement promulgua une série de lois destinées à assurer la liberté de réunion et d'association, le droit à la grève, et la liberté de la presse.¹²³ Par conséquent de nombreuses organisations naquirent, dont des groupes de jeunes, des groupes de femmes, des groupes communautaires, et des regroupements à caractère régional comme l'association des originaires de Bié, de l'Est de l'Angola, de Sangukula ou de Kwanza Norte. Celles-ci reproduisaient des structures traditionnelles et comptaient développer la solidarité entre communautés. Au départ, plusieurs ONG participèrent avec les partis pour élargir l'espace démocratique. Pour certaines ONG, l'investissement du champ politique était nécessaire pour créer une « troisième force » hors du champ clos de l'affrontement entre le MPLA et l'UNITA. Mais cette tentative fut vaine, notamment parce que l'ACA refusa de se présenter aux élections. Dès lors, certaines ONG vinrent à concevoir cette force comme un mouvement social de pression pour demander des comptes aux deux belligérants. Ce fut le cas notamment de l'Agence pour le développement rural angolais (ADRA) qui s'était engagée pour la démocratisation, la paix et la justice sociale. Le nombre d'ONG nationales et internationales s'accrut. Livrées à elles-mêmes et abandonnées par un gouvernement gangrené par la corruption, les populations angolaises vinrent à considérer les ONG et leurs bailleurs de fonds comme les principaux pourvoyeurs d'aide humanitaire, et de services de santé.

Par ailleurs, les églises retrouvèrent également un souffle nouveau. Pendant, la guerre civile de 1975 à 1991, l'église méthodiste qui permit l'émergence de nouveaux assimilés Mbundu¹²⁴, fut affaiblie par son manque de critique à l'égard du parti-Etat malgré l'athéisme officiel. De son côté, l'église catholique fut discréditée par sa longue période de collaboration avec l'Etat colonial, et fut marginalisée par le MPLA qui voyait d'un mauvais œil l'influence qu'elle pouvait avoir auprès des fidèles. Mais, elle sut retrouver un certain prestige au sein de

¹²⁰ P. BEAUDET, « La société angolaise et la lutte pour la paix en Angola », in *Review of African Political Economy* 28 (90), décembre 2001, p. 643.

¹²¹ I. TVEDTEN, « La scène angolaise : limites et potentiels des ONG », in *Les ONG en Lusophonie Terrains et débats*, in *Lusotopie* 2002/1, Paris, L'Harmattan, p. 174.

¹²² La promotion des nouveaux assimilés au sein du parti-Etat après la prise du pouvoir du MPLA, avait entraîné une marginalisation des anciens assimilés dans les prises de décision au sein de l'appareil du parti.

¹²³ R. YAKENTCHOUK, *Une démocratie pour l'Afrique*, in *Studia Diplomatica*, VI 41 (4-6), 1988, p. 107.

¹²⁴ D. PECLARD, « Religion and Politics in Angola : the church, the colonial state and the emergence of Angolan nationalism, 1940-1961 », in *Journal of Religion in Africa* 28 (2), 1998, p. 171.

populations les plus démunies grâce à son engagement pour la paix, la démocratie, et la fin de l'arbitraire. Par ses prises de positions contre la guerre, elle suscita une prise de conscience civique de la population.¹²⁵ Elle choisit pour autant de ne pas investir le champ politique en créant par exemple un parti catholique. En revanche, elle soutint l'ACA.

La constitution d'une force civique se heurtait à plusieurs obstacles. D'une part, pour désarmer les éventuels contestataires, le système clientéliste instauré par le MPLA créa de fortes dépendances matérielles.¹²⁶ D'autre part, certains membres du MPLA craignaient de perdre leur place et d'affaiblir leur parti considéré comme le moins mauvais de tous ceux engagés en course. Au sein de l'ACA ouverte à tous sur une base non-partisane, ceux qui se reconnaissaient comme de « la famille du MPLA », furent peu nombreux de peur de déstabiliser leur parti. Le mouvement civique ne put compter sur aucun mouvement social puisque celui-ci fut inexistant sous le parti unique. Force est de constater que la société angolaise n'avait aucun moyen de contrôle sur le processus de paix. La démocratisation du pays était essentielle pour parvenir à une pacification du pays. Cette dernière n'impliquait pas seulement la cessation des hostilités, mais aussi le désir de réconciliation, et l'émergence de la société angolaise. Cependant, la bipolarisation de la transition constituait un solide obstacle à l'éclosion de la démocratie et à la pacification du pays¹²⁷, car en cas de désaccord entre les deux camps, et en l'absence d'un tiers-angolais intéressé en premier lieu par l'instauration durable de la paix, une reprise de la guerre était inévitable.

En effet, les deux mouvements n'avaient pas eu à composer avec les secteurs de la société angolaise.¹²⁸ Celle-ci qui aurait été nécessaire pour désarmer les méfiances entre les deux camps, fut reléguée en marge de l'application du processus de paix.¹²⁹ Elle ne fut guère invitée à participer aux négociations, et ne disposait d'aucune place au sein de la CCPM mise à la tête de la transition, ni au sein du gouvernement laissé entre les mains du MPLA. Le gouvernement angolais n'avait aucun compte à rendre pour tout ce qui ne relevait pas de la CCPM. La société angolaise assista impuissante au maintien des deux camps armés comme les seuls représentants de la nation angolaise. Pris en otage par les deux mouvements, les Angolais non armés furent dépossédés pendant le processus de paix de leur droit d'intervention dans la définition de leur propre avenir. Le MPLA et l'UNITA conservèrent donc le monopole de la période de transition, en ce qui concernait la vie politique et militaire jusqu'au scrutin.

Pourtant, les Angolais étaient motivés à l'idée de choisir leurs représentants. Ces élections leur firent entrevoir l'espoir de tourner la page d'une guerre civile sanglante. En fin de compte, les Angolais sanctionnaient l'arrivée au pouvoir d'un des deux camps aux prétentions hégémoniques qui n'avaient nullement l'intention de démocratiser le pays. Tous deux découragèrent les velléités d'ouverture démocratique de la société angolaise. D'une part, le gouvernement MPLA mena une ouverture de façade. D'autre part, l'UNITA maintenait l'emprise sur les territoires qu'elle contrôlait, et freinait l'exercice des libertés fondamentales. Les deux camps armés gardaient la possibilité de maintenir leur mode de fonctionnement, leur

¹²⁵ « Igreja pode influenciar moralização da sociedade », in *Jornal de Angola*, 5 avril 1992.

¹²⁶ La nomenklatura distribuait une partie infime de ses revenus par le biais de redistributions « nomenklaturistes ». Pour assurer leur survie, les Angolais devaient tenter d'avoir des affiliations au sein de ce cercle de privilégiés. Les solidarités familiales, régionales et ethniques ont fortement joué dans ces redistributions. Lire C. MESSIANT, « Angola les voies de l'ethnisation et de la décomposition... », *op. cit.*, pp. 177-178.

¹²⁷ N. PASTRANA, « A Classe dirigente e o Poder em Angola », in *VIII Congresso Luso-Afro-Brasileiro de Ciências Sociais*, Coimbra, 16, 17 et 18 septembre 2004, p. 6.

¹²⁸ C. MESSIANT, « As causas do fracasso de Bicesse e Lusaka: uma análise crítica », in G. Meijer (ed), « *Da paz militar à justiça social ? O processo de paz angolano* », (Accord issue 15, 2004), accessible en juillet 2008 sur le site www.c-r.org/our.work/accord/angola.

¹²⁹ « A difícil emergência da sociedade civil », in *Correio da Semana*, 6 avril 1992.

capacité militaire, ainsi que les appareils spéciaux de répression. Le MPLA comme son rival n'avaient jamais reculé devant la répression pour se débarrasser des contestataires.¹³⁰

Les deux camps purent continuer à bafouer les droits élémentaires des Angolais. Alors que les élections devaient apporter aux citoyens angolais la légitimité de demander des comptes aux gouvernants, elles ne changèrent rien dans l'exercice du pouvoir. Les Angolais restèrent dépendants des deux camps. En l'absence de véritable contrôle de la communauté internationale, cette « troisième force »¹³¹ représentant les Angolais non armés aurait été nécessaire pour aider les deux camps à surmonter leur manque de confiance, et pour les empêcher de recourir à la force des armes. Les divergences socio-culturelles, et les désaccords idéologiques restaient très profonds entre les deux camps et la bipolarisation de la transition les accentua. En tout cas, ce tiers angolais aurait pu assumer le rôle d'arbitre et de contrôleur de la pacification du pays en l'absence de contrôle sérieux de la communauté internationale.

3.2. Des partis politiques marginalisés

L'instauration du multipartisme permit l'émergence de nouveaux petits partis politiques qui se lancèrent dans la course aux élections présidentielles et législatives. Le FNLA faisait figure de « favori » parmi les petits partis, car il pouvait s'appuyer sur sa légitimité historique. Mais, il ne pouvait rivaliser avec le MPLA et l'UNITA. Fondé par Joaquim Pinto de Andrade, un des fondateurs du MPLA, le Parti du Renouveau Démocratique (PRD), pouvait aussi faire bonne figure.

D'autres partis comme le Parti Démocratique Angolais (PDA) mené par Antonio Alberto Neto, premier parti enregistré avec les 3 000 signatures le 2 octobre 1991, le Front pour la Démocratie (FPD) mené par Nelson Bonavena, le Parti Social Démocratique Angolais (PSDA) mené par André Milton Kilandomoko, le Parti de l'Alliance Populaire (PRA) mené par Rui Caldeira victoria Pereira, et le Forum Démocratique Angolais (FDA) mené par le dissident de l'UNITA Jorge Chicoti, tentèrent de contester l'hégémonie des deux grands mouvements.¹³² Se faire enregistrer semblait relever du parcours du « combattant ». Les petits partis devaient recueillir pour être légalisés, un minimum de 3 000 adhérents sur le territoire angolais et pas moins de 150 soutiens dans 14 des dix-huit provinces du pays.¹³³ Les mesures étaient contraignantes afin éviter les regroupements à caractère ethnique, mais aussi pour limiter semble-t-il le nombre de partis politiques engagés dans la course électorale.

Ces petits partis furent confrontés à d'autres obstacles, d'autant plus que ceux-ci n'avaient pas de programme clair, et furent démunis de moyens de communication. Ils ne purent réellement se faire connaître de tous les Angolais, car ils ne disposèrent que de très peu de temps pour s'exprimer dans la télévision d'Etat du MPLA, furent marginalisés dans sa presse écrite, et par les médias de l'UNITA dont Radio *Vorgan* (Voix de la résistance du Coq noir).¹³⁴ Le MPLA et l'UNITA monopolisèrent donc les moyens d'information dans un pays où l'analphabétisme était élevé, et au sein duquel la télévision et surtout la radio, étaient les seuls moyens pour les Angolais de connaître les candidats.

¹³⁰ Après le coup d'Etat manqué de Nito Álvés contre le parti-Etat, la répression du MPLA fut sanglante, des milliers de partisans de ce cadre du MPLA furent pourchassés dans l'ensemble du pays et éliminés. A ce titre lire, J. Gonçalves Dias AMARAL, « Angola : a crise economica na Primeira Republica », in *Revista académica da Universidade Catolica de Angola* 1 (1), p. 53.

L'UNITA avait aussi éliminé dans les *terras livras* tous ceux qui protestaient contre les décisions des chefs.

¹³¹ V. P. FORTNA, « Inside and Out: Peacekeeping and the Duration of Peace after Civil and Interstate Wars », in *International Studies Review* 5 (4), décembre 2003, p. 100.

¹³² I. TVEDTEN, *Angola: Struggle for Peace and Reconstruction*, Boulder, Westview Press, 1997, p. 56.

¹³³ R. YAKENTCHOUK, Une démocratie pour..., *op. cit.*, p. 108. Lire aussi « Nova lei dos partidos politicos promove PAJOCA, FDA e PSD », in *Jornal de Angola*, 10 avril 1992.

¹³⁴ I. TVEDTEN, « The Angolan Debacle », in *Journal of Democracy* 4 (1), avril 1993, pp. 113-114.

De plus, ces petits partis ne disposèrent que de peu de moyens pour financer leur campagne et connurent toutes les difficultés pour se démarquer des deux grands mouvements. Dans un premier temps, l'UNITA les dénonça dans comme le prolongement du MPLA, puis chercha ensuite à s'en rapprocher pour les instrumentaliser, mais leur interdisait de faire campagne dans les zones sous son contrôle.¹³⁵ Le mouvement de Savimbi révéla par la même occasion son impréparation à évoluer dans un Etat démocratique, en souhaitant garder sous son emprise les territoires qu'elle contrôlait. Elle comptait évidemment sur ses fiefs pour ravir la victoire électorale et toute tentative des autres partis de renverser la tendance ou de proposer une alternative à l'UNITA pouvait se révéler dangereuse.

Par ailleurs, le gouvernement tenta de neutraliser les petits partis politiques ou de les rallier à sa cause. Mais, ces nouveaux partis politiques n'avaient pas mis tout en œuvre pour éviter les tentatives d'instrumentalisation de la part du MPLA et de l'UNITA. Ceux-ci n'avaient pas constitué de front commun ou d'association pour s'opposer à l'hégémonie du MPLA et de l'UNITA alors qu'« *un front des partis qui aurait réussi à regrouper les déçus du MPLA et de l'UNITA aurait permis d'échapper à la bipolarisation, et ainsi empêcher la résurgence des anciens antagonismes et de maintenir la violence à un niveau acceptable* »¹³⁶. Conformément à l'instauration du multipartisme, le gouvernement consentit à réunir une conférence multipartite en janvier 1992 pour discuter de la loi électorale devant instituer le Conseil National électoral (CNE), le rôle des médias et des observateurs étrangers.

Le mouvement de Savimbi déclina l'invitation car il ne souhaitait guère être assimilé aux autres petits partis politiques. L'UNITA allait maintenir des contacts bilatéraux avec le gouvernement au sein de la CCPM. Elle souhaita prolonger la confrontation avec le gouvernement, alors que cette conférence aurait pu constituer une étape pour s'associer avec les partis politiques émergents pour contrôler l'organisation des élections assurée par le gouvernement. L'UNITA crut représenter toute l'opposition et n'avait pas l'intention de traiter avec des partis politiques qui n'avaient pas la « légitimité » des armes. L'ouverture démocratique du gouvernement comportait cependant des limites. En effet, lorsque les petits partis proposèrent la tenue d'une Conférence nationale souveraine, le parti-Etat s'y opposa fermement, y voyant un coup d'état institutionnel. Selon le MPLA, cette proposition était contraire au texte des accords, qui ne prévoyait de contrôle multipartite ni sur le gouvernement ni sur la direction de la transition politico-militaire.¹³⁷

Pourtant, plusieurs pays africains dans lesquels des partis uniques gouvernèrent pendant plusieurs années, connurent des Conférences nationales souveraines.¹³⁸ Au Bénin par exemple, une Conférence nationale souveraine s'était ouverte le 19 février 1990. L'effondrement économique du pays incita les élites et les composantes de la société angolaise à défier le régime, exigeant qu'une réunion dotée de pouvoirs souverains soit organisée, à laquelle participeraient tous les groupes économiques et sociaux. Les délégués ont procédé à l'abrogation de la Constitution, à la dissolution de l'Assemblée, et ont tracé le chemin vers la tenue d'élections multipartites et ont choisi Nicéphore Soglo, un ancien

¹³⁵ C. MESSIANT, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. II. Transition à la démocratie ou marche à la guerre ? L'épanouissement des deux "partis armés" (mai 1991-septembre 1992), in *Transitions libérales en Afrique Lusophone*, in *Lusotopie*, Paris, Karthala, décembre 1995, p. 184.

¹³⁶ « Angola : l'apprentissage de la paix », in *Le Monde*, 14 juin 1991.

¹³⁷ Le gouvernement voyait d'un mauvais œil un contrôle multipartite sur ses pouvoirs car celui-ci pouvait l'empêcher de s'appuyer sur les ressources de l'Etat à sa guise.

¹³⁸ Les conférences nationales sont des instances dans lesquelles non seulement les partis et les élites politiques, mais également les secteurs de la société angolaise sont invités à disposer d'un moyen de contrôle de la période de transition. C'est un processus soumettant le pouvoir autoritaire à la volonté du peuple, dans le but d'organiser de véritables élections multipartites.

membre de la Banque mondiale, comme Premier ministre d'intérim.¹³⁹ Mathieu Kérékou assumait ses fonctions de président de la République jusqu'aux élections, mais avait été privé de l'essentiel de ses pouvoirs.

Au Congo-Brazzaville, du 25 février au 10 juin 1991, Denis Sassou N'Guesso était confronté à la tenue d'une Conférence nationale souveraine.¹⁴⁰ Il avait été dépossédé de l'ensemble de ses pouvoirs, et André Milongo avait été choisi afin de diriger le gouvernement d'intérim. Le cas de figure fut différent au Gabon. Omar Bongo s'était laissé convaincre d'organiser une conférence nationale en mars 1990. Mais, malgré l'instauration du multipartisme, cet organe n'était pas souverain et le parti de Bongo remporta les législatives en octobre 1990. De nombreux éléments avaient concouru à la prise de conscience des citoyens africains de la nécessité d'instaurer une démocratie dans leur pays. En cela, ils avaient été encouragés par la chute des régimes communistes en Europe de l'Est. Et la libération de Nelson Mandela galvanisa les partisans de la lutte pour les droits démocratiques. Le vent du changement affaiblissait donc les dictatures africaines.

En outre, lors du seizième sommet franco-africain, qui se tint à la Baule en juin 1990, le Président Mitterrand s'était prononcé en faveur de la démocratie en Afrique¹⁴¹. La France allait lier son aide économique aux pays africains, au développement de la démocratie et au respect des droits de l'homme. Mitterrand déclara : « *Il ne peut y avoir de démocratie sans développement et, inversement, de développement sans démocratie* »¹⁴². Les gouvernements africains devaient donc pour répondre aux injonctions de la France : élire les représentants de la nation au suffrage universel, relâcher la pression sur les journalistes et favoriser l'éclosion d'une presse indépendante, et ne pas violer les droits de l'homme. Alors que dans des pays comme le Bénin et le Congo-Brazzaville, la pression externe avait poussé Kérékou et Sassou à autoriser la tenue d'une Conférence nationale souveraine, celle-ci ne fut guère brandie pour contribuer au fléchissement du gouvernement angolais. Une conférence nationale en Angola aurait sans doute permis que les élections soient organisées de manière plus équitable.

3.3. L'absence de partage du pouvoir

Ces accords consacraient l'application du principe du « winner-take-all », (le gagnant ramasse la mise), pour les élections.¹⁴³ Le MPLA et l'UNITA n'étaient nullement favorables à l'ouverture démocratique et la longue lutte armée qu'ils avaient menée, les incita davantage à croire en la force des armes. L'UNITA avait caporalisé les populations sous son contrôle et le MPLA s'était érigé de 1975 à la signature des accords de Bicesse en un parti-Etat. D'ailleurs, José Eduardo dos Santos au pouvoir depuis 1979, cumulait les trois fonctions de chef du MPLA, commandant des forces armées, et président de la République.¹⁴⁴ Pendant la période de transition, les deux camps se livrèrent une nouvelle guerre sous une forme plus « pacifique », même si des affrontements meurtriers se produisirent entre les deux camps. Les deux mouvements angolais n'entendaient pas partager le pouvoir. Le mouvement de Jonas Savimbi estimait que les sacrifices consentis depuis le début de la lutte contre le MPLA et ses alliés, lui valaient l'accession au pouvoir. Le MPLA n'avait pas intégré la défaite électorale dans sa démarche électorale et comptait continuer à maintenir son emprise sur l'Etat.

¹³⁹ P. ROBINSON, « The National Conference Phenomenon in Francophone Africa », in *Comparative Studies in Society and history* 36 (3), juillet 1994, p. 576.

¹⁴⁰ J. SELLIER, *Atlas des peuples d'Afrique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 164.

¹⁴¹ Lire J.-F. BAYART, « La problématique de la démocratie en Afrique noire : la Baule, et puis après ? », in « Les chemins de la démocratie », in *Politique Africaine* (43), octobre 1991, pp. 5-20.

¹⁴² « Le seizième sommet franco-africain de la Baule », in *Le Monde*, 20 juin 1990.

¹⁴³ O. FURLEY, R. MAY, *Ending Africa's Wars : Progressing to Peace*, Ashgate Publishing, 2006, p. 138.

¹⁴⁴ M. A. LIBERATTI, « A Guerra civil em Angola : dimensões históricas e contemporâneas », Universidade de São Paulo, 1999, p. 61.

Les deux camps étaient convaincus que le rival n'avait pas changé et que tout le pouvoir se jouait lors des élections.¹⁴⁵ Dans ces conditions, les élections n'étaient pas conçues pour démocratiser le pays mais constituèrent l'ultime bataille de la guerre. Un gouvernement de transition aurait donc été nécessaire pour permettre aux deux camps de se rapprocher et de modifier leur mode de pouvoir autoritaire. Celui-ci aurait également permis de rehausser la confiance entre les deux camps, et de les préparer à la confrontation politique. L'UNITA n'avait pas donné son approbation à la formation de ce gouvernement¹⁴⁶, car elle comptait laisser le gouvernement assumer seul le poids de sa gestion catastrophique du pays. Elle ne voyait aucun intérêt à participer à un gouvernement de transition qui la contraindrait à la gestion en commun, un partage des tâches, qui risquerait de révéler son incapacité à se transformer en véritable parti politique, à gérer le pays, et qui la freinerait donc dans la course au pouvoir.¹⁴⁷

L'absence de partage du pouvoir était néfaste dans un pays comme l'Angola dans lequel l'Etat était considéré comme un élément de contrôle des ressources économiques. Le parti perdant ne disposait d'aucune garantie pour mener et financer ses activités politiques. La lutte pour le pouvoir s'inscrit aussi dans la course à l'accaparement des richesses du pays. Le MPLA désirait conserver le contrôle sur les ressources pétrolières qui constituaient la première source de revenus du pays, et l'UNITA contrôlait une partie des régions diamantifères qui lui assurait des revenus pour financer ses activités politico-militaires.¹⁴⁸ La stratégie du « winner-take-all » accentua la crainte du parti perdant de disparaître du champ politique.¹⁴⁹

Dès lors, les deux camps pouvaient chercher à remédier à une éventuelle défaite électorale. Au lieu d'instaurer un système démocratique viable dans lequel le MPLA, l'UNITA, et les autres partis politiques seraient vainqueurs, en instituant une répartition des postes après les élections, les accords de paix n'ont prévu aucune place pour le parti perdant. On peut alors se demander : comment les deux belligérants pouvaient-ils accepter une défaite électorale sans la promesse d'être associés à l'exercice du pouvoir dans un système politique qui a été centralisé et dans lequel le pouvoir législatif a été marginalisé pendant si longtemps ?

Le parti vainqueur détiendrait la charge suprême, et la création d'un poste de vice-président ou de Premier ministre n'avait pas été envisagé.

Beaucoup de candidats aux élections présidentielles avaient été favorables à l'idée d'un gouvernement d'« entente nationale » comme le président du Parti social-démocrate, le Docteur Miguel. En effet, ce dernier considérait que l'élargissement des structures politiques constituerait un grand pas pour la démocratie en Angola car un gouvernement élargi à tous les partis politiques pourrait mettre un terme à la logique d'affrontement binaire entre le MPLA et l'UNITA.¹⁵⁰ D'ailleurs, pour remédier au concept du « vainqueur ramasse la mise », le gouvernement proposa pendant la campagne électorale une collaboration post-électorale avec

¹⁴⁵ M. OTTAWAY, « African Democratisation and the Leninist Option », in *The Journal of Modern African Studies* 35 (1), mars 1997, p. 5.

¹⁴⁶ C. MESSIANT, « MPLA et UNITA : processus de paix et logique de guerre », *op. cit.*, p. 50.

¹⁴⁷ L'UNITA était handicapée par son manque d'expérience politique. Elle avait sous son contrôle de nombreuses populations, mais n'avait jamais géré les affaires du pays.

¹⁴⁸ J. M. TURNER, « The Perpetual Civil War in Angola The Failure of Peacekeeping and Democratization », in R. LAREMONT & A. Ali (eds.), *The Causes of War and the Consequences of Peacekeeping in Africa*, Portsmouth, Heinemann, 2002, p. 235.

¹⁴⁹ J. L. RASMUSEN, « Peacekeeping in the Twenty-First Century: New Rules, New Roles, New Actors », in I. W. ZARTMAN & J. L. RASMUSEN (eds.), *Peacemaking in International Conflict: Methods and Techniques*, Washington DC United States Institute of Peace Press, 1997, p. 34.

¹⁵⁰ « Après-guerre en Angola. A cinq mois des premières élections libres, le pays porte encore les marques d'un interminable conflit », in *Le Monde*, 6 mai 1992.

le parti vainqueur, et les autres partis politiques en accord avec la constitution. En cas de victoire, l'UNITA avait annoncé qu'elle serait favorable à la formation d'un gouvernement d'unité nationale pouvant accueillir des personnalités du MPLA, mais rejetait l'idée d'un gouvernement de coalition.¹⁵¹

Ce gouvernement aurait permis de mettre en pratique le « power sharing ». Le partage du pouvoir aurait donc permis à tous les dirigeants politiques de tous les segments de la société angolaise de coopérer dans une grande coalition pour gouverner le pays ensemble. Il y aurait donc une répartition équitable des hautes fonctions de l'État. Le principe du partage du pouvoir regroupant une large coalition de forces politiques, s'écarterait du modèle britannique du gouvernement-opposition, et qui s'insérerait dans le concept du « vainqueur ramasse la mise ». Dans le modèle du « power sharing », le style de leadership était mutuel, consensuel alors que le modèle britannique imposait la concurrence et l'esprit de compétition.¹⁵² En Angola, l'établissement du système du « winner-take-all » ne pouvait que déboucher sur une crise, car celui-ci ne prenait pas en compte les antagonismes politiques et ethniques du pays.

Dans les sociétés occidentales, en rentrant dans l'opposition, le parti perdant caresse le rêve de prendre la majorité en attirant la sympathie de l'électorat flottant. Mais, en Afrique, celui-ci est réduit car le choix se fait en fonction de considérations ethno-régionales ou linguistiques, même si d'autres facteurs rentrent en compte comme les programmes économiques. Le caractère multiethnique et conflictuel de l'Angola invitait donc les deux camps à favoriser une participation au pouvoir de toutes les composantes politiques du pays qui exprimaient des segments ethno-régionaux.¹⁵³ Un autre moyen était de favoriser une participation au niveau local en promouvant une large décentralisation. La cohabitation et la coopération entre les élites pouvaient aider à la création d'un système démocratique stable car comme l'affirme A. Lijphart : « *dans un système politique avec des segments de population clairement séparés et proportionnellement hostiles, presque toutes les décisions sont perçues comme entraînant de grands enjeux et, l'application stricte du gouvernement de majorité occasionne une tension sur l'unité et sur la paix du système* »¹⁵⁴.

Persuadée de sa prochaine victoire électorale, l'UNITA avait fortement milité en faveur du « winner-take-all. En prenant conscience que l'UNITA commençait à s'aliéner de nombreux Angolais à cause de son comportement, le gouvernement voyait finalement d'un bon œil ce système électoral. En conséquence, il fut difficile pour le perdant d'accepter sa défaite, et pour le vainqueur d'accepter que le verdict électoral lui soit contesté ou que lui soit imposé un partage du pouvoir. En ce sens, les accords portèrent les germes d'une reprise du conflit car ils ne prévoyaient aucune garantie pour le perdant. La troïka n'aurait jamais dû accepter la signature de ces accords sans que les deux parties n'aient donné leur assentiment à un partage du pouvoir. Les élections avaient été conçues comme une nouvelle bataille à remporter. Ainsi les deux parties purent s'appuyer sur divers moyens pour trouver des électeurs. Elles mirent tout en œuvre pour discréditer l'adversaire, car leurs médias ne cessèrent de véhiculer une propagande hostile à l'encontre du parti rival.

¹⁵¹ « Angola : l'UNITA refuse l'idée d'un gouvernement de coalition », in *Le Monde*, 12 septembre 1992.

¹⁵² P. M. MBONJO, « Pluralisme socio-politique et démocratie en Afrique : l'approche consociationnelle ou du "power sharing" », in *Afrique 2000*, Paris, avril-juin 1993, p. 47.

¹⁵³ F. O. HAMPSON, « Why Orphaned Peace Settlements are more prone to failure », in C. CROCKER, F. O. HAMPSON, P. AALL, (eds.), *Managing Global Chaos, Sources and Responses to International Conflict*, Washington DC United States Institute of Peace Press, 1996, pp. 537-541.

¹⁵⁴ A. Lijphart, *Democracy in Plural Societies*, Yale University Press, New Haven, 1977, p. 28.